

“L’EUROPE EN CONSTRUCTION”

Les relations entre la Russie et l’Union Européenne : état et perspectives

Mémoire de géopolitique

du Capitaine de Frégate PAGES

dans le cadre de l’étude dirigée

“Aspects institutionnels et économiques de l’Union Européenne”

Directeur : Philippe MOREAU DEFARGES
de l’Institut d’Etude Politique de Paris

Avril 2001

Les relations entre la Russie et l'Union Européenne :
état et perspectives

Sommaire

Partie I :

De l'empire russe à la fédération de Russie : les constantes géopolitiques

Les fondements de l'empire

La géographie

L'état et la nation

Les relations avec l'Europe : entre répulsion et attirance

Partie II

La Russie actuelle peut-elle redevenir un empire ?

De nombreux facteurs de faiblesse

Des facteurs qui militent pour la prudence

Conclusion partielle

Partie III

Quelles relations avec l'Europe ?

La nécessité d'aider la Russie

L'utopie de l'intégration

Le système d'aide au profit de la Russie

L'heure des désillusions

Vers un partenariat plus adapté

Les relations entre la Russie et l'Union Européenne : état et perspectives

Table des matières

	Page
Introduction	1
 Partie I : De l'empire russe à la fédération de Russie : les constantes Géopolitiques	
1.1 Les fondements de l'empire	2
1.2 La géographie	4
1.3 L'état et la nation	5
1.4 Les relations avec l'Europe: entre répulsion et attirance	7
 Partie II : la Russie actuelle peut-elle redevenir un empire?	
2.1 De nombreux facteurs de faiblesse	9
2.1.1 Rétrécissements territoriaux depuis 1991	9
2.1.2 Etat économique	10
2.1.3 Etat démographique	12
2.1.4 Etat sanitaire et écologique	13
2.1.5 Etat des forces armées	14
2.1.6 La fronde des régions et la faiblesse de l'état central	15
2.1.7 De réelles avancées démocratiques	16
2.1.8 La perte d'influence géopolitique	17
2.2 Des facteurs qui militent pour la prudence	19
2.2.1 L'infléchissement du concept de défense et de politique étrangère	19
2.2.2 La question identitaire	20
2.2.3 Le sursaut national face à la crise, le sentiment d'appartenir à un peuple particulier.	22
2.3 Conclusion partielle	23

Partie III : Quelles relations avec l'Europe?

3.1	La nécessité d'aider la Russie	24
3.2	L'utopie de l'intégration	26
3.3	Le système d'aide au profit de la Russie	27
3.3.1	Le partenariat européen actuel : contenu et bilan	27
3.3.2	Le programme TACIS	29
3.3.3	L'aide internationale	30
3.3.4	Les aides : un bilan contrasté	30
3.4	L'heure des désillusions	31
3.5	Vers un partenariat plus adapté	32
	Conclusion	36
Annexe 1 :	Etat sanitaire et écologique de la fédération de Russie	38
Annexe 2 :	Les différentes nationalités de la fédération de Russie	39
	Bibliographie	40

introduction

Au début des années 90, la chute pacifique du mur de Berlin puis la création de la fédération de Russie semblaient ouvrir une nouvelle ère d'espoir pour « créer une solidarité européenne de l'Atlantique à l'Oural »¹. La jeune fédération de Russie se lançait à corps perdu dans les réformes démocratiques et économiques qui devaient lui amener prospérité et paix sociale. Parallèlement, les pays occidentaux mettaient en place de multiples systèmes d'aides pour l'aider dans sa marche vers le développement. Les peuples russes et occidentaux rêvaient d'une nouvelle fraternité transcontinentale abolissant les frontières et leur permettant enfin de recueillir les « dividendes de la paix ».

Dix ans après, force est de constater que l'espoir a cédé la place à une grande désillusion. Désillusion de la Russie vis à vis d'un occident qui refuse de comprendre ses aspirations d'ancienne superpuissance et de l'aider à hauteur de ce qui lui semble nécessaire alors que le pays s'enfonce dans la crise la plus grave de son histoire. Désillusion de l'occident irrité par la lenteur des russes à appliquer les préceptes de l'économie de marché et de la démocratisation, par leurs appels incessants pour plus d'aide tout en refusant les contraintes imposées pour l'application d'un état de droit (en Tchétchénie notamment) et par la résurgence de réflexes d'ancienne grande puissance alors que la Russie est devenue un pays sous-développé à bien des égards. L'incompréhension est aujourd'hui profonde et de nouvelles logiques fondées sur des rapports de force semblent à nouveau voir le jour notamment entre la fédération et les Etats-Unis.

Pourtant la Russie est un maillon essentiel de la sécurité du continent européen et cette dernière a besoin des occidentaux pour se développer et rejoindre les rangs des pays modernes. La présence de Vladimir Poutine lors du dernier sommet européen à Stockholm l'a montré, l'Union Européenne accorde la plus grande importance à ce « partenaire stratégique » dont la présence est nécessaire pour « travailler ensemble à l'avènement d'un monde multipolaire »², tout en préservant la paix.

La convergence d'intérêts est donc avérée mais elle ne se traduit pas dans les faits. Quelles en sont les raisons et comment y remédier ? Après avoir étudié les constantes géopolitiques et historiques de la Russie au cours des siècles puis son état actuel, ce mémoire se propose d'étudier l'état des relations entre l'Union Européenne et la fédération et enfin d'en estimer l'évolution souhaitable afin de concrétiser l'aspiration de tous pour la constitution d'un pôle stable et démocratique à l'est du continent.

¹ Discours du Général de Gaulle en septembre 1962

² Intervention en séance plénière du président Jacques Chirac au sommet européen de Stockholm. Le Monde du 24/03/01, Vladimir Poutine ne fait aucune concession aux Européens sur la Tchétchénie.

Première partie

de l'empire russe à la fédération de Russie: les constantes historiques.

L'opinion publique découvre médusée les difficultés qu'éprouve la Russie d'aujourd'hui à rejoindre le clan des nations développées et démocratiques. Cette problématique n'est cependant pas nouvelle et, depuis l'invasion mongole, les Russes vivent dans la hantise de ne pas pouvoir « rattraper » l'Occident sur la route du modernisme. En ce sens, les difficultés actuelles sont de même nature que celles de la Russie d'hier et, en préalable à toute analyse sur ce pays, il convient donc de s'interroger sur les constantes historiques qui ont façonné l'âme russe.

les fondements de l'empire

Le berceau du premier état russe se situe historiquement en Ukraine, à Kiev, où il se constitue dès la fin du IX^{ème} siècle du fait de guerriers « Varègues » (scandinaves). Le grand prince de Kiev, Vladimir I^{er} (980-1015), décide en 988 de convertir son peuple au catholicisme sous la pression des empereurs de Byzance posant ainsi les bases de la future église orthodoxe russe. La Russie d'alors, la « Rus » (prononcer Rous), est composée de plusieurs villes-états indépendantes et elle s'étend de la Baltique à la mer Noire. Elle connaît son apogée au XI^{ème} siècle avec des villes puissantes et renommées comme Novgorod qui commercent avec l'Europe.

Mais au XIII^{ème} siècle, en 1237, le destin de la Russie bascule avec l'invasion mongole qui va l'isoler de l'Europe pendant deux cent cinquante ans, modifier profondément les mentalités et retarder durablement l'émergence d'une conscience nationale russe. Comme le souligne Hélène Carrère d'Encausse, « l'héritage mongol se traduit [...] en termes d'administration, de toute-puissance de l'état, de confiscation de la propriété privée au bénéfice du khan, enfin de répression systématique dotée d'instruments multiples »³. Pendant cette période, le développement de la Russie ne profite pas des avancées culturelles de l'Europe qui vont la conduire à la Renaissance et à la Réforme.

Ce n'est qu'en 1480 qu'Ivan III, prince de Moscou, réussit à réunifier l'espace russe face aux princes des autres citées, inféodés aux occupants et peu enclins à laisser la couronne leur échapper, et put proclamer officiellement la fin du joug mongol sur le pays. Dès l'indépendance retrouvée, les

³ CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, La Russie inachevée, p 63, La Flèche, Fayard, 2000.

russe se lancent à la reconquête des terres annexées par l'empire Mongol. Celle-ci prendra fin sous le règne d'Ivan IV dit « le terrible » avec la prise de Kazan en 1552. Dès lors, la Russie, grâce à la mobilité de son peuple, va repartir à la conquête de nouveaux espaces pour se transformer progressivement en empire.

La création de cet empire a été provoquée par plusieurs facteurs :

- le premier facteur, non maîtrisé par l'état, fût la mobilité du paysan russe. En effet, le sentiment de pouvoir disposer de terres inépuisables a toujours poussé ce dernier à la négliger. Ignorant tout du principe de conservation des sols, il cultivait une parcelle jusqu'à son épuisement puis partait à la recherche de nouvelles terres plus fécondes. Ainsi comme l'a écrit l'historien russe Klioutchevski, le paysan russe a tendance « à ravager la terre qui le nourrit et, pour finir, à la détruire totalement »⁴ ce qui a souvent conduit la Russie au bord de la famine malgré un potentiel agricole important. Très vite cependant, il se heurte au cours de sa progression aux autres populations qui peuplent l'espace et dès lors le paysan devient colonisateur. Le génie d'Ivan IV va être de conforter ces avancées en créant une armée efficace dont le but sera d'aider à la colonisation et de pérenniser l'ancrage des territoires conquis dans le futur empire russe.
- Le second facteur fût le changement d'une stratégie jusqu'alors défensive face aux multiples invasions à une stratégie offensive visant à frapper l'ennemi sur son sol avant qu'il ne passe à l'attaque. Les victoires notamment sur les Tatars de Kazan ou de Sibérie permirent l'annexion de nombreux territoires permettant chaque fois d'éloigner plus encore la menace du cœur de l'empire. L'état russe va très vite être contraint de poursuivre systématiquement son expansion territoriale car le moindre arrêt provoquerait le soulèvement des peuples conquis ou la contre attaque de pays voisins inquiets.
- Enfin, le dernier facteur fût économique avec la volonté des marchands de s'appropriier les espaces sibériens situés à l'est pour le commerce de la fourrure ce qui permit à la Russie d'atteindre le pacifique dès 1648.

Pendant longtemps les territoires conquis restent néanmoins difficiles à contrôler en raison de la faiblesse chronique de l'état russe. Il faut attendre l'arrivée de Pierre 1^{er} (1672-1725) en 1694 pour que cet ensemble de territoires disparates forme un empire cohérent. Guerrier dans l'âme, Pierre le grand avait comme objectif principal la consolidation de l'empire et son extension vers la mer. Les guerres contre les suédois, les polonais et les turcs, ont émaillé son règne puisqu'à

⁴ CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, La Russie inachevée, p 53, La Flèche, Fayard, 2000.

l'exception de 1724, il ne connut aucune année de paix véritable. C'est au lendemain de la victoire de Nystadt sur les suédois en 1721 qui lui offrait enfin un débouché sur la Baltique que le sénat lui conféra le titre d'Empereur et que la Russie devint alors officiellement un Empire.

Au milieu du XIX^{ème} siècle, la conquête du Kazakhstan et de l'Asie centrale sous le règne d'Alexandre II parachève la construction d'un empire eurasiatique.

Plusieurs remarques peuvent être formulées sur la façon dont l'empire russe s'est constitué si on le compare aux empires Britanniques ou Français du XVIII^{ème} siècle :

- Tout d'abord il y a bien continuité territoriale entre le centre de l'empire et les colonies conquises. Même si celle-ci n'est pas forcément un avantage compte tenu de l'immensité du territoire, elle n'en constitue pas moins un facteur d'homogénéité.
- La conquête des nouveaux territoires n'a pas eu pour objectif premier l'enrichissement du colonisateur et les richesses notamment minières ou pétrolières des pays conquis ne seront découvertes que bien plus tard . Au contraire, nous l'avons vu, celui-ci a-t-il dû suivre le mouvement en avant de tout un peuple au lieu de le précéder. Par ailleurs, le peuple russe n'a pas bénéficié directement des bienfaits que la possession d'un empire aurait pu lui prodiguer à l'instar des peuples européens et il n'a pas non plus été mieux traité que les peuples colonisés. A la différence des colons américains qui progressent en exterminant les tribus indiennes, les russes incorporent en Asie centrale des peuples qui subsistent, gardant leur identité et, dans certains cas, leur foi en l'Islam.
- Enfin, la colonisation russe n'a pas concerné que des peuples moins instruits ou plus primitifs mais a aussi affecté certains peuples proches de l'Europe sur la frontière occidentale (Ukraine) et qui ont joué un rôle important dans l'évolution de la Russie elle-même.

L'empire russe ne s'est donc pas constitué sur un mode colonial mais a plutôt été le fait de conquêtes impériales continues sur des territoires limitrophes. Il a eu pour principal moteur la nécessité de se prémunir des invasions extérieures en repoussant sans cesse les limites des frontières afin conserver un espace « tampon » apte à préserver Moscou de toute attaque. Par la suite, une fois la sécurité acquise, les conquêtes de l'empire ont eu des buts plus stratégiques aux bénéfices plus immédiats (accès aux mers chaudes, augmentation de puissance et de richesse).

la géographie

La géographie de la Russie a joué tout au long de l'histoire un rôle majeur à la fois sur le comportement des hommes et sur celui de l'état central éloigné de ses sujets.

L'immensité du territoire est une donnée initiale qui s'est imposée d'emblée aux ancêtres des russes puis aux générations à venir. La Russie d'aujourd'hui est un bloc allongé d'Est en Ouest sur 9000 Km, d'une largeur maximale de 3000 Km et qui comporte quelques 11 fuseaux horaires. Cette immensité est tout à la fois un atout par la profondeur stratégique qu'elle offre et sur laquelle Napoléon puis Hitler se sont heurtés mais elle est aussi une véritable contrainte pour les russes qui doivent parvenir à maîtriser l'espace s'ils veulent vraiment en retirer tout le bénéfice notamment économique. Les distances importantes entre Moscou et les régions sont un handicap majeur pour l'état central qui a toujours éprouvé de réelles difficultés à faire appliquer sa politique dans les coins reculés de l'empire. Ce fut déjà le cas en 1719 quand Pierre le grand voulut réformer les administrations locales des provinces nouvellement créées, c'est encore le cas aujourd'hui quand on constate que les lois émises par l'état central sont appliquées diversement par les sujets de la fédération qui vont même parfois jusqu'à avoir leur propre politique indépendamment de Moscou. A l'immensité du territoire, il faut ajouter la rigueur du climat. Après le XVIIIème siècle, la conquête de pays situés plus au sud avait permis de descendre le centre de gravité de la Russie pour le situer aux alentours de 58°29' de latitude nord, la perte de ces régions devenues indépendantes a déplacé ce centre de gravité par 66°N ! Le climat aggrave encore les difficultés causées par les distances en rendant extrêmement difficile la construction puis l'entretien d'un réseau routier ou ferroviaire efficace qui seul permettrait le désenclavement des régions les plus reculées. Par ailleurs, le territoire russe est surtout formé de vastes étendues planes et les chaînes montagneuses sont rejetées à la périphérie du pays n'offrant ainsi que peu d'obstacle à la circulation intérieure. L'oural, seule chaîne montagneuse à couper le pays du nord au sud sur près de 3000 km, ne constitue pas une barrière naturelle car la plupart de ses sommets ne dépassent pas 500m et elle comporte de nombreux cols. La Russie a donc de tout temps été offerte aux conquérants. On comprend mieux ainsi l'obsession des Tsars et des gouvernants pour la préservation d'une profondeur stratégique leur permettant de réagir. Enfin, la Russie, sans le promontoire vers l'Europe que constituaient du temps de l'URSS les pays d'Europe centrale, reste très à l'écart des principaux courants d'échanges internationaux. Dès lors, il est de ses intérêts vitaux de se rapprocher des flux commerciaux voire de les dériver sur son territoire et toute tentative pour l'écartier encore plus à l'est ne peut qu'être mal comprise ou perçue comme une agression.

l'état et la nation

Face aux difficultés générées par l'immensité de son territoire, l'état russe a toujours hésité entre deux tendances pour gouverner. D'un côté la nécessité de rassembler toutes les énergies du pays pour développer et préserver la nation imposait une structure centralisée avec un état fort s'appuyant sur une armée et une administration puissante. D'un autre côté, la réactivité face aux événements et la complexité des cas à résoudre, reflète de la diversité des populations du pays, appelaient à la décentralisation laissant le soin aux autorités locales de résoudre les problèmes à leur niveau. A maintes reprises, les gouvernants russes ont oscillé entre la tendance centrifuge ou celle de recomposition centralisatrice souvent avec un savant dosage des deux conceptions. Il en fut ainsi à la fin du XVIème siècle sous le règne d'Ivan IV quand le développement rapide de l'empire nécessitait à la fois un état central fort pour protéger les frontières mouvantes et des pouvoirs locaux relativement autonomes aptes à gérer sur le terrain les zones nouvellement conquises. En 1990, Boris Eltsine, alors en lutte pour le pouvoir contre Mr Gorbatchev président de l'URSS, souhaite rallier à lui les républiques russes et leur déclare : « prenez autant d'autonomie que vous pouvez en avaler ». Mais après son investiture à la tête de la jeune fédération en 1991 et de larges concessions aux entités territoriales, il lui faut déchanter dès 1993 face à la « fronde des régions » qui contestent l'autorité fédérale, refusent parfois de verser l'impôt ou prennent des mesures unilatérales contre l'intérêt même de Moscou. Un rééquilibrage vers plus de centralisation a été conduit depuis comme en témoigne la guerre de Tchétchénie.

Une autre caractéristique de l'état russe est sa propension à se développer ou à se moderniser sans faire appel à l'adhésion populaire. En effet, le peuple n'a peu ou pas été associé à un projet social qui lui fut toujours imposé « d'en haut » par les différents souverains souvent par la violence ⁵. En absence de projets fédérateurs et de volonté d'associer la population à un avenir commun, la conscience d'appartenir à une nation dont l'état donne la cap à suivre est restée une notion abstraite pour la plupart des russes qui se sont sentis étrangers vis à vis de leur propre gouvernement. Ce retard de la conscience collective a perduré au delà des siècles et pèse aujourd'hui très lourd à l'heure où la démocratie cherche à se mettre en place.

Ce fossé entre l'état et la nation aurait pu se réduire si le rôle de l'élite russe n'avait pas en permanence joué contre l'unité nationale. Jusqu'aux réformes libérales sur l'enseignement initiées par Catherine II et Nicolas Ier , l'élite était principalement issue de la noblesse et, en tant que tel,

⁵ Entre les guerres, la répression, et les travaux de tous ordres, la modernisation de pierre le grand a « coûté » 3 millions de morts à la Russie. De telles hécatombes se répétèrent lors de la collectivisation forcée de 1930.

associée au régime dont elle était l'un des garant. Le plus souvent proche du pouvoir autocratique dont elle souhaitait la fermeté, méprisante et assise sur ses privilège, elle ne s'est pas donnée la peine de diffuser vers les autres couches sociales le savoir et la culture. Bien que brillante intellectuellement et culturellement en raison de ses contacts avec l'occident , elle s'opposera à toute remise en cause de la société et bloquera nombre de réformes pourtant voulues par les Tsars réformateurs de la dynastie Romanov (la pérennisation du servage pendant des décennies en est le meilleur exemple). A partir du règne d'Alexandre II, les efforts visant à élargir la base de recrutement des universités pour limiter le pouvoir de la noblesse portent leurs fruits et une nouvelle élite s'oppose à la première. Surnommée « intelligentsia », elle est proche des idées réformatrices en provenance de l'occident et est parfaitement consciente des problèmes russes. Curieusement cependant, elle refuse de participer aux réformes voulues par un pouvoir dont elle souhaite avant tout la chute. Muselée par l'impossibilité de débattre librement et de participer concrètement à la vie politique du pays, elle va verser dans le radicalisme d'opinion voire d'action et se définir par une opposition constante au régime en place. Au début du XX^{ème} siècle, le développement économique rapide de la Russie provoque des soulèvements populaires et l'intelligentsia se tourne vers les idées socialistes qui vont conduire à la révolution de 1917 puis à la chute de la monarchie. Par la suite, les élites soviétiques au pouvoir vont se conduire finalement exactement comme l'élite monarchique tandis que quelques dissidents tentaient de faire entendre leurs voix. Aujourd'hui, en dehors de la période des réformes gorbatchéviennes (1986-1989) où elle a activement participé au renouveau de l'URSS, l'élite intellectuelle se montre incapable de proposer des solutions novatrices pour la société russe qui tiennent compte à la fois de sa spécificité historique et des aspirations du peuple à plus de démocratie tout en conservant un état apte à préserver la cohésion nationale.

Tantôt inféodées au pouvoir, tantôt proche du peuple mais au détriment du régime ou de la consolidation de l'état, les élites n'ont jamais su trouver leur place naturelle, celle qui aurait permis de tisser un lien entre le gouvernant et son peuple afin de préparer, expliquer puis conduire les réformes nécessaires à la Russie.

les relations avec l'europe : entre répulsion et attirance

Les relations avec l'Europe ont toujours été complexes, faites d'attirance et de répulsion. Le fossé mentionné au paragraphe précédent entre l'élite occidentalisé et un peuple conservateur a été et est toujours l'un des principal moteur de cette dialectique de répulsion et d'attirance. Deux courant s'opposent : les occidentalistes pour lesquels la Russie est indiscutablement européenne et pour

lesquels son « retard » est essentiellement dû à l'invasion mongole et les slavophiles pour lesquels au contraire la « paix mongole » a permis au peuple slave de se tenir éloigné de l'influence pernicieuse de l'occident.

Sans entrer dans le débat, il faut noter qu'au cours de l'histoire chaque fois que la Russie a cherché à s'ouvrir sur l'occident elle en a retiré le plus grand bénéfice et que, dans la majorité des cas, elle a toujours cherché ce rapprochement. Ainsi, au XI^{ème} siècle, Novgorod a-t-elle connu un développement économique et politique remarquable qui en faisait l'une des principales citées du monde Hanséatique. Son administration indépendante s'inspirait de la démocratie utilisée dans les citées du monde Grec et, à l'époque, le monde russe s'est organisé autour de sa réussite.

Par ailleurs, depuis le Tsar Pierre le Grand, la problématique qui a hanté les différents souverains a été la question du rattrapage de l'occident montrant clairement la fascination que revêt ce dernier dans la politique russe. Même si la révolution bolchevique a bloqué de fait le développement d'une Russie moderne en l'isolant durablement de l'Europe, Lénine avait au départ la même volonté de « rattrapage » que celle des défunts Tsars. Ce fut également la volonté des premiers réformateurs libéraux à arriver au pouvoir après la chute de l'URSS et qui malheureusement ont largement contribué à l'état actuel du pays en appliquant naïvement et trop rapidement les lois du marché occidental à une structure économique inadaptée. L'échec de ces réformes a entraîné une modification de la perception que les russes ont du monde occidental et qui, sans les rendre tout à fait « slavophiles », a renforcé l'idée d'une spécificité du pays résistant à tout modèle importé de l'étranger. Les thèses slavophiles, diabolisant l'occident et prônant le retour à des valeurs ancestrales largement idéalisées, ne résistent pas à l'analyse d'un monde de plus en plus interdépendant et les russes savent bien aujourd'hui qu'ils sont lancés à nouveau dans une entreprise de rattrapage dont l'échec mènerait inexorablement à la perte du pays.

Mais au delà de sa relation avec les pays européens, c'est toute la question de l'euroanéité de la Russie qui se pose. Or personne n'a pour le moment défini si la frontière orientale de l'Europe devait s'arrêter à la Pologne, à l'Oural ou au Pacifique. Les limites de cet espace sont tout aussi floues dans les capitales occidentales qu'à Moscou qui souhaite appartenir au continent européen sans renier ses spécificités de puissance eurasiennne. Faut-il comme le suggère Zbigniew Brzezinski diviser la fédération en trois entités homogènes: « une Russie européenne, une république de Sibérie et une république extrême-orientale »⁶ afin de pouvoir définir une limite à l'Europe qui serait alors celle de la république de Russie ? Cette question ne sera pas débattue ici car elle sort du

⁶ BRZEZINSKI Zbigniew, Le grand échiquier, p 259, Bayard (collection Pluriel), 1997

cadre strict des relations entre la Russie et l'Europe mais sa résolution conditionne à terme la possibilité d'une intégration pure et simple de la fédération à l'UE.

Ces constantes géopolitiques ont façonné la Russie au cours des siècles et expliquent en grande partie les difficultés actuelles. La Russie est un pays dont la construction a suivi un chemin original et spécifique. Sans soutenir pour autant les thèses « slavophiles », force est de reconnaître que l'application brutale et surtout rapide du modèle occidental à cette société n'a pas réussi pour le moment. La définition de nouvelles relations entre la Russie et l'Union Européenne doit donc prendre en compte la spécificité russe sous peine de rencontrer à terme des déconvenues majeures. Toutefois, avant de déterminer quels peuvent être les futurs rapports entre l'UE et la Russie, il faut s'interroger sur la nature de ce nouveau pays. A-t-il toujours sa vocation expansionniste et, ce faisant, représente-t-il toujours un danger pour les états qui l'entourent ou bien l'aventure impériale est-elle définitivement terminée ?

Deuxième partie

la Russie actuelle peut-elle redevenir un empire ?

La nature des futures relations entre l'Union Européenne et la Russie dépendent de la volonté de cette dernière à vivre en paix avec ses voisins c'est à dire à abandonner sa vision expansionniste. Après avoir représenté pendant des siècles une menace pour son entourage, la Russie d'aujourd'hui a-t-elle les moyens et l'ambition de redevenir une puissance impériale pouvant menacer le devenir de l'Europe ?

de nombreux facteurs de faiblesse

Depuis la chute de l'URSS, la nouvelle Russie a perdu la plupart de ses attributs de puissance et, comme le disait Vladimir Poutine lui même, « Pour la première fois depuis trois cent ans, la Russie pourrait devenir un Etat de deuxième ou troisième catégorie »⁷. Les russes supportent mal la perte de prestige international que la chute de l'URSS a entraîné pour leur pays. Touchés au plus profond de leur fierté nationale, ils perdent petit à petit les illusions que l'ère soviétique avait ancré dans leurs consciences.

Voyons quels sont aujourd'hui les facteurs de faiblesse de la Russie.

⁷ POUTINE Vladimir, La Russie au tournant du millénaire, décembre 1999.

Rétrécissements territoriaux depuis 1991

Alors qu'au cours des siècles la Russie n'a cessé de s'étendre, elle s'est brutalement rétrécie depuis décembre 1991 date du traité de Biélovège. En signant ces accords avec l'Ukraine et la Biélorussie, Boris Eltsine ne met pas seulement fin à soixante dix ans de communisme et à l'URSS, il met aussi fin à une phase d'expansion ininterrompue et confine la Russie à l'intérieur de limites territoriales inédites. Aujourd'hui, la fédération de Russie englobe les trois quarts de la surface de l'ancienne URSS (avec un territoire de 17,07 millions de Km² au lieu de 22,4 millions de Km²) mais ses frontières la ramènent à une configuration antérieure à Catherine II en particulier en la privant de l'Ukraine considéré comme le berceau de la civilisation slave. Le territoire a surtout été amputé à l'ouest et au sud, et la Russie se voit écartée de quelques nœuds stratégiques pour lesquels l'empire avait livré de nombreuses batailles : l'essentiel de la façade balte, l'arc carpathique, la péninsule de Crimée, les passes et seuils séparant l'ancien Turkestan russe du Moyen-Orient. La perte de ces territoires a plusieurs effets néfastes pour la puissance russe : un repli géographique vers l'est et le nord qui l'éloigne un peu plus des grands pôles économiques et culturels pouvant favoriser sa modernisation que sont l'occident et l'Asie, une perte de prestige dans les pays bordant ses frontières qui se tournent le plus souvent vers l'occident (à commencer par l'Ukraine) et la perte de positions stratégiques aujourd'hui en passe d'être récupérées par les Etats-Unis de plus en plus présents dans la région. Se pose également comme nous le verrons par la suite, le grave problème des minorités russes (25 millions de personnes environ) qui sont restées dans les anciens territoires de l'empire et dont le statut reste incertain et préoccupant.

Etat économique

Bien que la Russie ait progressé dans la mise en place d'une économie de marché, sa performance économique est très décevante voire alarmante. Le produit intérieur brut a diminué de plus de 40% depuis 1990 et l'économie est déséquilibrée entre des secteurs dynamiques fournissant jusqu'à 70% des exportations (secteur énergétique et chimique, complexe militaro-industriel, industries du spatial, secteur bancaire) et des secteurs sacrifiés comme l'agroalimentaire. La privatisation des entreprises d'état a entraîné la concentration de 75% du PIB dans les mains de 10% de la population. Loin de réinjecter ces capitaux dans l'économie locale pour en faciliter le redémarrage, ces « nouveaux riches » les placent à l'étranger pour leur plus grand profit personnel⁸ alors que

⁸ Entre 1990 et 1995 35 à 400 milliards de dollars ont fui la Russie sans que l'état puisse intervenir.

40% de la population vit encore en dessous du seuil de pauvreté. Malgré le redressement du PIB depuis 1999, le revenu réel par habitant reste encore beaucoup plus faible qu'avant la crise de 1998. Il n'est pas inintéressant de s'attarder sur les raisons d'un tel bilan pour entrevoir les possibilités de sortie de crise et par là même les possibilités d'intégration de ce pays dans les grands ensembles économiques mondiaux (OMC en particulier).

L'échec des réformes libérales engagées par M Boris Eltsine tient en grande partie au manque de cohérence entre les processus macro-économiques voulus par le gouvernement et micro-économiques conduits réellement par les agents du pays.

Au niveau macro-économique, la stabilisation monétaire du rouble en 1995 a conduit rapidement à une remarquable désinflation et un début de hausse du niveau de la vie mais, contrairement aux prédictions communément admises, elle n'a pas entraîné la croissance attendue. Au contraire, cette stabilisation s'étant accompagnée d'un mode de financement du déficit public faisant largement appel à l'emprunt, elle a provoqué in fine un défaut de paiement lors de la crise de 1998 et la dépréciation du rouble.

Au niveau micro-économique, si les institutions et les règles de l'économie de marché existent bien formellement en Russie, elles ne fonctionnent pas correctement et il n'existe pas de sanction efficace à l'égard des contrevenants. Ainsi les dysfonctionnements suivants ont pu être relevés :

- La nature du régime fiscal russe comporte un nombre excessif de taux d'imposition, de réglementations et d'exemptions discrétionnaires, encourage la fraude fiscale et favorise l'évasion des capitaux. Ainsi, si la collecte fiscale s'est améliorée passant de 10,7 % du PIB en 1998 à 13,3% en 1999, le secteur de l'énergie a largement échappé à la rigueur fiscale alors qu'il faisait dans le même temps des bénéfices records. En fait, des contrats opaques lient le fisc et les grandes entreprises monopolistiques pour déterminer le taux réel de l'imposition. Seul le « petit contribuable » n'ayant aucun moyen de pression sur l'état ne peut échapper à la rigueur de l'impôt.
- La concentration des richesses entre les mains d'un nombre réduit d'individus crée de fortes inégalités sociales au sein de la fédération. Elle est principalement due aux vagues de privatisation de 1992 – 1996 qui ont vu l'apparition de groupes industriels et financiers le plus souvent aux mains de l'ancienne nomenklatura. Ces derniers entretiennent des relations privilégiées avec le pouvoir central souvent à l'origine de la corruption des agents de l'état.
- Face à la perte de leur pouvoir d'achat, les agents économiques se sont tournés vers la démonétisation, le troc et les impayés pour assurer leur survie. Cette économie virtuelle n'est pas seulement le fait de particuliers ou d'entreprises en difficultés mais aussi celui de grandes sociétés

performantes qui préfèrent avoir recours aux impayés pour placer leur liquidités à l'étranger ⁹. La démonétisation rend difficile la perception réelle de la valeur de l'économie russe, ne permet pas à l'état de percevoir les revenus fiscaux qui lui font défaut et favorise la corruption et les malversations financières.

- Un contraste de plus en plus marqué existe entre un système fédéraliste budgétaire très centralisé et la pratique effective caractérisée par la différence de traitement entre les régions. Ce fédéralisme « à la carte » a ainsi permis l'établissement d'accords bilatéraux entre le centre et les régions qui définissent entre autre le reversement au budget fédéral de l'impôt et des taxes perçues sur le territoire, les conditions de privatisation des édifices fédéraux et les licences d'exploitation et d'exportation pour certaines matières premières. Comme pour la perception de l'impôt vis à vis des grandes entreprises, la nature des accords est fonction de la puissance économique de la région, les régions pauvres n'ayant que peu de chances de voir leur sort amélioré.

De l'avis général, la Russie est potentiellement extrêmement riche, non seulement grâce à ses ressources naturelles mais aussi grâce au niveau d'instruction de sa population et à la présence de quelques secteurs industriels dynamiques. Pour sortir du cycle infernal dans lequel elle semble plongé, il va lui falloir non seulement effectuer des réformes structurelles indispensables (rôle régulateur de l'état, réformes fiscales, lutte contre la démonétisation..) mais aussi s'attaquer de front à la criminalisation des agents économiques, à la corruption de ses propres fonctionnaires et à la nécessaire application pour tous d'une égalité devant le fisc. Ce n'est qu'à ce prix que la confiance des capitaux étrangers pourra être retrouvée et que, à terme, la Russie pourra prétendre à une intégration dans les grands ensembles économiques.

Etat démographique

Alors que la fécondité de la population fût un des principal moteur de l'expansionnisme russe, la situation démographique actuelle est extrêmement préoccupante avec une décroissance de 3,2 millions de personnes entre 1989 et l'an 2000. Valentin Pokrovsky ¹⁰ prévoit une « catastrophe démographique » avec une chute brutale de la population de 148 millions en 1991 à 125 millions en 2015. Il semble en effet que les mécanismes de la croissance démographique soient grippés : faible

⁹ GAZPROM est ainsi le plus gros producteur d'impayés alors qu'elle exporte la moitié de sa production vers des pays solvables

¹⁰ Président de l'académie de médecine russe.

natalité, forte mortalité et tarissement de l'immigration malgré l'importante diaspora vivant dans l'"étranger proche" ¹¹.

Proche des records mondiaux d'infécondité, l'indice de fécondité de la femme russe se situe aux alentours de 1,17 en 1999 soit à 45% en dessous du niveau de remplacement des générations¹². La dénatalité semble en grand partie due au manque de perspectives d'avenir face au chômage de masse et à la précarité des conditions de vie qui font que nombre de couples renoncent à avoir des enfants. Cet état d'esprit est illustré par le taux record de deux avortements pour une naissance. Parallèlement, le taux de mortalité a progressé de façon catastrophique pour atteindre 14[°]/∞ à 15[°]/∞ ce qui est sans équivalent au monde sauf pour les pays d'Afrique ravagés par le sida. Les carences des structures de soin et le mauvais état sanitaire du pays sont en partie responsable de ce constat comme nous le verrons par la suite mais les causes principales sont de l'ordre de la désespérance. Les plus atteints par la mortalité sont les hommes dont l'espérance de vie est de 57 ans soit de 14 ans inférieure à celle des femmes. Parmi les adultes mâles, la fraction des 30-40 ans est la plus touchée par la mortalité qui est trois fois plus forte qu'en Europe. La perte de cette partie de la population en pleine force de l'âge n'est également pas sans répercussions sur la dénatalité et le sentiment de précarité que peuvent éprouver les familles. La consommation excessive d'alcool est en grande partie responsable de cette hécatombe puisque l'on estime à 40% le nombre de buveurs dépendants et à 80% ceux qui sont buveurs fréquents ce qui se traduit par de très nombreux accidents. Les crimes de sang, auparavant rares, sont dorénavant trois fois plus nombreux qu'aux Etats-Unis et touchent bien sûr principalement la population masculine. Cinquante mille personnes sont assassinées par an, chiffre de trois fois supérieur aux pertes annuelles de l'armée rouge en Afghanistan. Enfin, le taux de suicide est actuellement le plus élevé de la planète. Dans ces conditions, l'espérance de vie masculine est inférieure à celle du Bangladesh ou de l'Inde ! En concomitance avec l'abandon des républiques ou des pays occupés de l'ex URSS, le retour des russes qui y étaient stationnés ou qui souhaitaient ne pas rester dans un pays devenu étranger a provoqué une immigration importante vers la fédération (de l'ordre de 3 millions entre 1989 et 1995). Celui-ci n'a toutefois pas suffi à compenser le déficit démographique observé d'autant plus que ce flux commence à se tarir et que seuls les russes du Kazakhstan pourraient encore servir de « réservoir » pour la Russie.

¹¹ pays issus de l'éclatement de l'URSS considérés comme faisant partie de la sphère d'influence naturelle de la Russie et où elle estime que se situent ses intérêts vitaux.

¹² Chiffres issus de l'article de CHESNAIS Jean-Claude ; Russie : l'horreur démographique, Revue Française de Géographie, p 211 – 224, Printemps 2000,

La crise démographique mine les fondements même de la société russe et est lourde de menace pour l'avenir et la sécurité du pays. En effet, qui peut prédire ce qui pourrait se produire au fur et à mesure que l'immense territoire de la Russie se dépeuplera, que la proportion entre populations russes et autochtones se sera inversée comme au Kazakhstan et que la garde aux frontières se fera moins hermétique ? L'affaiblissement qui en résultera ne manquera pas de susciter des volontés indépendantistes ou les convoitises de proches voisins au premier rang desquels la Chine dont les paysans commencent déjà à peupler la Sibérie.

Etat sanitaire et écologique

Responsable en partie des mauvais résultats de la démographie, l'état sanitaire et écologique de la Russie reste également source d'inquiétudes (cf. annexe 1).

La protection sociale n'existe plus guère que sur le papier. Les infrastructures hospitalières et le corps médical sont actuellement incapables de faire face à la demande de la population alors que l'article 41 de la constitution proclame le droit de chacun à l'accès aux soins et à l'assistance médicale gratuite dans les établissements d'état. Depuis l'effondrement de l'URSS, le budget de la santé a diminué de moitié pour atteindre péniblement 4% du budget de l'état. Les salaires des médecins sont compris entre 650 et 1500 francs par mois et leur qualification est nettement moins poussée qu'en occident. Les médicaments sont difficiles à obtenir voire le plus souvent périmés. Ici encore, le clientélisme et la corruption ont fait leur apparition conséquence directe de la faiblesse des rémunérations et de la pénurie de moyens.

Au premier rang des maladies mortelle en Russie figurent les maladies cardio-vasculaires dont la croissance n'a jamais été arrêtée faute de campagne de prévention et de soins adaptés. Signe de paupérisation, des maladies disparues comme la tuberculose ou la diphtérie ont refait leur apparition et faute de soins adaptés se propagent à la population saine. La Russie doit également faire face à une importante toxicomanie et à ses corollaires quasi systématiques que sont la prostitution et le sida. Le nombre de drogués est estimé à 3 millions dont 500 000 très dépendants et la majorité d'entre eux se situe dans la frange des 15 - 30 ans. Aucun programme de prévention n'existant et devant faire face aux tabous de la société, le sida se propage rapidement.

Le contrôle écologique défaillant joue également un rôle non négligeable dans la mortalité ou la baisse du capital santé de la population. Hérité de l'ex URSS, l'idée selon laquelle la nature sert avant tout à fournir les ressources du développement économique reste toujours d'actualité faute de volonté mais aussi faute de moyens. Les déchets ou catastrophes nucléaires, la pollution de l'eau, de la terre ou de l'air par l'industrie lourde et une agriculture faisant massivement appel aux

traitements chimiques sont autant de facteurs qui mettent en péril l'équilibre écologique de régions entières et altèrent la santé de leurs habitants.

Plus grave encore que la dénatalité ou une mortalité exagérée, c'est l'avenir physiologique de tout un peuple qui est mis à mal par la crise économique et par une politique encore trop peu soucieuse du bien être de sa propre population. Selon certains pédiatres, la proportion d'enfants en bonne santé ne serait plus que de 10 % à 20% et du fait de la malnutrition seul la moitié d'entre eux ont un développement mental normal ! Parallèlement, l'armée constate lors de l'incorporation que les jeunes conscrits mesurent de 5 à 8 centimètres de moins qu'au début des années 80 et que leur périmètre thoracique a diminué de 5 à 6 centimètres montrant par là même les ravages de la malnutrition.

L'Etat des forces armées

Le nouveau Concept de Sécurité russe, adopté le 10 janvier 2000 souligne lui même « le niveau extrêmement bas de la préparation opérationnelle et de combat des forces armées de la Fédération de Russie [.....], l'abaissement inacceptable du niveau d'équipement des forces en armements modernes [.....], l'acuité extrême des problèmes sociaux [.....], l'affaiblissement de la sécurité militaire de la Fédération de Russie ».

Forte aujourd'hui d'un million deux cent mille hommes et bénéficiant d'un budget de l'ordre de 200 milliards de francs en 1998 soit 3,5% du PNB ¹³, l'armée russe n'a plus les moyens de couvrir ses besoins élémentaires et la majorité de ses unités est en pleine déliquescence.

Déliquescence morale tout d'abord après les échecs répétés des guerres d'Afghanistan et de Tchétchénie, après l'humiliation ressentie par la victoire sans combat de l'OTAN à la fin de la guerre froide et face à la perte de prestige au sein de la nation qui manifeste un désintérêt croissant pour les affaires militaires.

Déliquescence matérielle enfin due aux difficultés économiques du pays qui ont entraîné à la fois une dégradation rapide de l'outil militaire et une dégradation des conditions de vie des militaires eux mêmes. L'armée russe souffre ainsi d'un sous entraînement chronique et du manque de matériel moderne (20 à 30 % seulement des équipements) permettant notamment le tir de précision ou la mise en œuvre de tactiques nécessitant la maîtrise C4I ¹⁴, fondement de toute armée moderne aujourd'hui . Par ailleurs, de nombreux témoignages font état de cas de malnutrition dans les unités,

¹³ A titre de comparaison, le budget français s'élève à 180 milliards de francs.

¹⁴ Command, Control, Comunication, Computerized, and Intelligence

de familles de militaires sans logement et de soldes payées avec six mois de retard ce qui favorise encore une fois la corruption ou pousse les officiers à pratiquer un deuxième métier.

Enfin, la paupérisation de l'armée et le sentiment qu'elle n'a plus rien à attendre de l'état ont entraîné de la part de son personnel un comportement de repli sur ses intérêts propres qui sape l'unité de l'institution. Les solidarités internes existent bien toujours mais elles se forment surtout au niveau de l'unité voire au niveau régional ce qui fait craindre une inféodation des forces aux pouvoirs régionaux, plus aptes à améliorer leur situation, et non plus à l'état fédéral.

Les forces nucléaires stratégiques sont l'exception à cette règle. Constituant le fondement même de la puissance internationale encore accordée à la Russie, elles restent l'objet de toutes les attentions budgétaires et à ce titre possèdent encore des performances indéniables comme le montre la production d'un nouveau missile balistique moderne, le SS27.

Si elle constitue encore une masse imposante dotée de moyens nucléaires stratégiques, l'armée russe n'a donc plus actuellement et pour encore au moins 20 ans les moyens de mener une offensive de type conventionnelle en Europe. La menace nucléaire quand à elle procède du principe de dissuasion et n'est donc ni plus ni moins présente qu'auparavant pourvu que l'état central reste stable et soit capable de contrôler la mise en œuvre des armements associés.

La fronde des régions et la faiblesse de l'état central

Alors qu'il était en lutte contre le pouvoir central soviétique à la recherche de soutien de la part des régions, Boris Eltsine a lancé la formule à leur intention : « prenez autant d'autonomie que vous pouvez en avaler... ». Aujourd'hui cette autonomie importante, adoptée par la constitution russe du 12 décembre 1993, est au centre de relations complexes et souvent centrifuges entre l'état central et les 89 « sujets » de la fédération ¹⁵.

Si la volonté de décentralisation ne fait pas de doute, sa mise en pratique a conduit à deux dérives principales conduisant à une « atomisation » des intérêts de la fédération en une multitudes d'intérêts particuliers :

- comme nous l'avons vu, un fédéralisme « à la carte » avec de nombreux traités bilatéraux entre le centre et les régions.

¹⁵ Soit : -32 sujets « nationaux » : 21 républiques, 1 région autonome et 10 okroug autonomes ;

-57 sujet « administratifs » : 6 Kraï, 49 oblast et les deux villes fédérales les plus importantes Moscou et St Petersburg

- La signature de 60 traités dits de « partage des compétences » qui définissent les pouvoirs délégués aux régions par le centre. Ces compétences concernent en particulier les champs culturels, linguistiques et dérivent parfois sur la justice ou le droit individuel.

Lors de la crise de 1998, les régions et républiques ont multiplié les mesures unilatérales pour sauvegarder leur propre économie : annulation des versement d'impôt à l'état central, création de nouvelles taxes, interdiction d'exporter certains produits alimentaires, moratoire sur leurs dettes vis à vis du centre... Ces pratiques ont clairement mis en évidence les limites d'une telle conception de la décentralisation lorsque l'on souhaite maintenir la cohésion de la fédération. Cependant, face au pouvoir réel des régions, il semble difficile de revenir en arrière en limitant voire supprimant les libertés déjà accordées sauf à utiliser la violence ce qui sera de moins en moins toléré par la communauté internationale et par la population elle même.

Pour le moment, le paradoxe est que malgré un état fédéral très centralisé autour du président, ce même état ne parvient pas à créer une « verticalité du pouvoir » entre organes fédéraux, régionaux et locaux seul à même d'assurer à terme l'intégrité territoriale de la fédération et la communauté d'intérêt propre à toute nation. Ainsi dans le cas d'une crise avec l'Europe, il n'est pas évident, comme l'a montré la crise économique de 1998, que l'ensemble de la fédération réagisse en accord avec l'état central.

De réelles avancées démocratiques

Même si de nombreux dysfonctionnements subsistent encore dans le fonctionnement de l'appareil politique russe et dans l'application des droits fondamentaux des individus, il n'en demeure pas moins que de réelles avancées démocratiques ont eu lieu depuis la chute de l'URSS et que la dynamique démocratique n'a jamais été abandonnée malgré les nombreuses difficultés. Les principaux progrès restent la tenue d'élections libres qui permettent de constater le véritable engouement des russes pour la participation à la vie politique, la création d'une constitution reconnaissant effectivement des libertés individuelles et collectives, la mise au point d'institutions politiques à connotation démocratiques et comparables à celles des pays occidentaux et la présence d'une cour constitutionnelle sanctionnant les erreurs de l'état. Par ailleurs, une presse indépendante, « la plus libre du monde sans aucun doute »¹⁶, a vu le jour et informe sans ambages la population des difficultés du pays payant parfois lourdement le tribut de la liberté d'expression lorsqu'elle se heurte de front aux intérêts des mafias ou des oligarques. Elle offre également des tribunes ouvertes

¹⁶ CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, De l'URSS à la Russie, Revue de la défense nationale, juillet 1999

aux opinions de tous bords ce dont profitent abondamment les multiples partis/groupuscules qui émaillent la vie politique du pays.

Bien évidemment, au delà de ces constatations, l'état russe ne fonctionne pas encore comme dans un pays démocratique de type occidental. La séparation entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire reste notamment très illusoire en raison des pouvoirs considérables accordés au président de la république et qui placent l'exécutif bien au dessus des autres.

Mais l'opinion publique russe existe bien. Elle vote, se prononce chaque fois qu'on le lui demande et manifeste son opposition à certaines décisions (rassemblement des mères de soldats russes envoyés en Tchétchénie). Elle s'ouvre à l'extérieur grâce aux médias et notamment à Internet qui facilitent l'interpénétration des idées et des cultures. Même puissant et à tendance autocratique, le pouvoir russe sera maintenant obligé de compter avec l'avis de son opinion et il ne sera plus aussi aisé de mobiliser les énergies, comme du temps de l'URSS, en faisant croire à un impérialisme européen visant à asservir la Russie.

La perte d'influence géopolitique.

Malgré de nombreuses tentatives – rééquilibrage de la doctrine de politique étrangère, priorité officiellement accordée aux nouveaux pays indépendants, rapprochement vers la Chine, l'Inde et l'Iran - pour retrouver une position importante au sein de la communauté internationale, la Russie a vu son statut se dégrader considérablement depuis la chute de l'URSS. Elle n'est ainsi plus en mesure d'imposer sa volonté aux autres nations fussent elles des nations faisant partie de son étranger proche pour lesquelles elle a toujours affirmé la priorité de sa politique étrangère et de sécurité.

La Communauté des états indépendants (CEI), crée par les russes pour maintenir leur influence dans la région, est un échec et l'appartenance ancienne à une union disparue ne suffit plus à maintenir les ex-pays satellites dans le giron de la Russie. Cette dernière s'est montrée incapable d'aboutir à un consensus sur la finalité de la CEI et le niveau d'intégration nécessaire entre les pays ¹⁷. La libre circulation entre les pays membres, facteur essentiel de l'intégration, a été remise en cause par le Turkménistan en 1999 et le Kazakhstan en 2000. La dépendance des pays membres à l'égard de la Russie a également diminuée depuis 1991 (le commerce intracommunautaire représentait alors 73% contre 33% en 1997). De nombreux pays comme l'Ukraine ou l'Ouzbékistan font des efforts constants pour sortir de la tutelle de leur voisin et, pour certains, se

rapprocher de l'ouest. Face aux critiques de plus en plus virulentes des pays membres à l'égard de la Russie, celle-ci avait décidé en octobre 1997 de réformer les structures de l'organisation mais ces transformations sont toujours au point mort.

Dans la région de la Caspienne, les russes sont incapables de rivaliser avec les grandes compagnies occidentales pour l'exploitation des ressources pétrolifères et éprouvent de grandes difficultés à influencer sur le tracé des futurs oléoducs pourtant lourd de conséquences pour l'avenir de leur pays dans la région.

Enfin, nous l'avons vu, la fédération s'est montrée incapable de s'opposer aux occidentaux lors de l'élargissement de l'OTAN à l'est ou lors des frappes au Kosovo. Au proche orient où elle avait des positions solides pendant la période soviétique, elle ne joue aujourd'hui pratiquement plus aucun rôle notamment dans le processus israélo-palestinien ou vis à vis de l'Irak son ancienne alliée. Dans la zone Asie – Pacifique et ceci malgré de réelles avancées diplomatiques avec l'Inde, la Chine et le Japon, la Russie reste toujours considérée comme une puissance secondaire, étrangère au théâtre, qu'il n'est pas nécessaire de consulter pour les grandes décisions. Le fait qu'elle n'ait pas participé au processus de négociation sur l'avenir de la péninsule coréenne en 1996 est symptomatique de son isolement dans la région.

Repoussée à l'est du continent européen et devenue de facto un acteur géopolitique secondaire de la vie internationale, la Russie n'est plus en mesure d'influer sur le cours de la diplomatie mondiale. Tout au plus peut-elle faire peser son mécontentement sur certaines nations de son étranger proche qui dépendent de son approvisionnement énergétique comme la Géorgie par exemple. Dans l'hypothèse d'un renouveau de sa volonté impériale, la Russie risque fort de se retrouver esseulée, mise au banc de la société internationale et sans aucun allié pour supporter sa politique d'expansion.

Compte tenu de la faiblesse sociale, économique et militaire du pays, nous pouvons considérer qu'une résurgence de la menace impériale russe vis à vis de l'Europe est peu probable et surtout peu réalisable dans un avenir proche. Il faut toutefois que l'occident reste extrêmement attentif quant à l'évolution d'un paysage politique russe changeant en veillant à ne pas raviver par ses maladresses un antagonisme toujours latent et que l'exaspération du peuple pourrait ranimer fort à propos pour le gouvernement . En effet, quelques difficultés subsistent encore qui pourraient

¹⁷ La Russie et la Biélorussie souhaitent une intégration dans des structures supranationales tandis que l'Ukraine, l'Ouzbékistan ou le Turkménistan s'opposent pour le moment à toute perte de souveraineté.

amener la Russie à reconsidérer sa position vis à vis de l'occident et qui militent pour la plus grande prudence.

des facteurs qui militent pour la prudence

Face au caractère instable de l'évolution de la Russie, le monde occidental doit se montrer particulièrement vigilant. Plusieurs facteurs militent dans ce sens : l'infléchissement récent de la politique étrangère et de défense, le problème non résolu à ce jour de la crise identitaire que traversent les russes et la possibilité d'un sursaut nationaliste face à la crise qui pourrait engendrer une réaction violente vers l'extérieur.

L'infléchissement du concept de défense et de politique étrangère .

Comme nous l'avons vu précédemment, l'armée russe ne constitue plus à brève échéance une menace pour l'occident. Néanmoins, l'arrivée au pouvoir de Mr Poutine, dirigeant moins enclin à la permissivité vis à vis de l'occident , a permis de redéfinir les priorités en matière de défense dans un nouveau concept approuvé le 10 janvier 2000 et qui marque un infléchissement notable dans la définition des menaces. Alors que le précédent concept considérait la possibilité d'un conflit majeur à moyen terme comme étant faible, le texte récent constate l'accroissement des menaces militaires. Celles-ci sont explicitement liées à l'occident et plus particulièrement aux Etats-Unis que la Russie accuse de profiter de son affaiblissement pour imposer sa domination au monde.

Par ailleurs, la politique étrangère russe s'oriente résolument vers une direction plus « nationale pragmatique » que lorsque les occidentalistes sont arrivés au pouvoir en 1991 et réaffirme la vocation de puissance d'une Russie placée à une position stratégique unique sur le continent eurasiatique. Les intérêts de la Russie sont dorénavant considérés comme pouvant être différents voire opposés à ceux des pays occidentaux et la critique d'un monde unipolaire « reposant sur la domination des pays développés de l'ouest [...] sous leadership américain... » se fait récurrente. Ce durcissement de ton fait l'objet d'un large consensus au sein des élites et de la population. Il est la résultante de quatre facteurs qui ont profondément ébranlé la confiance souvent naïve que les russes avaient placée en l'occident :

- L'échec de la réforme économique libérale qui pousse à la recherche de boucs émissaires. L'occident est de plus en plus ouvertement considérée comme responsable de ce fiasco par les dirigeants russes qui exploitent cette idée pour se décharger de leurs propres responsabilités. Ce

réflexe très soviétique est inquiétant dans la mesure où il trouve un écho important auprès de la population et témoigne de vieux automatismes toujours actifs.

- L'élargissement de l'OTAN à l'est qui propulse les forces occidentales aux portes des frontières russes est considéré comme un acte menaçant vis à vis de la fédération et ce d'autant plus que des pays faisant partie de « l'étranger proche » comme l'Ukraine ont émis l'hypothèse de rejoindre l'organisation,
- La possibilité offerte à l'OTAN au Kosovo de pouvoir dorénavant intervenir hors zone de compétence habituelle et ceci sans encourir de sanctions de la part de l'ONU ce qui fait craindre à la Russie un abandon de la posture défensive de l'organisation et lui démontre de façon flagrante qu'elle n'a plus aucun moyen diplomatique de s'opposer à une action de l'alliance.
- Enfin la volonté des Etats-Unis de réviser le traité ABM afin de déployer une défense anti-missile au dessus du territoire américain ce qui accroît encore le déséquilibre militaire existant entre les Etats-Unis et la Russie.

La lecture attentive du concept de défense ne traduit cependant pas de caractère belliqueux. En d'autres termes, la politique de défense de la Russie reste pour le moment axée sur la préservation de ses propres intérêts dont la démocratie et l'état de droit font officiellement partie. Mais ce qui est sous-entendu, c'est la possibilité pour la Russie de revenir à une attitude plus agressive si l'occident méprisait trop ses intérêts, notamment en ne tenant pas compte de son avis dans les instances internationales. Il va de soi que la perspective d'une telle menace ne pourra prendre corps qu'après que la Russie ait résolu la grave crise qu'elle traverse.

La question identitaire

S'il a été possible de considérer l'URSS comme héritière de l'empire des tsars, l'état qui surgit à l'issue de l'effondrement soviétique se limite aux frontières de l'ex-RSFSR (république socialiste fédérative de Russie) et est d'une nature géopolitique entièrement nouvelle.

Au cours de l'histoire, la Russie a toujours été considérée comme « un ensemble multiethnique, principal centre d'un empire multinational »¹⁸. Au fil des siècles, les russes ont bâti un empire sans jamais se préoccuper de construire un état nation pour eux-mêmes. Cheville ouvrière de la colonisation tsariste, ils ont peuplé les contrées les plus reculées en se diluant dans les peuples et la culture des pays annexés. A la création de l'URSS, la « matriochka » administrative mise en place

¹⁸ ROMER Jean-Christophe, Géopolitique de la Russie, p34, Economica, 1999

par Staline pour en faciliter le contrôle par l'état central aura pour effet principal de noyer encore plus l'identité russe dans celle de l'empire. En effet :

- La RSFSR a constitué le centre de l'empire, sa capitale fut celle de l'empire et sa nationalité celle qui a dominé l'empire. Les deux entités ont fini par se confondre notamment dans l'esprit des peuples colonisés qui ont toujours associé l'URSS à une Russie dominatrice, haïe ou méprisée. Parallèlement, les russes ont toujours servi l'état central dans les autres républiques où ils formaient l'ossature des administrations et représentaient le pouvoir si bien qu'ils se sentiront souvent plus citoyens de l'URSS qu'appartenant à la république russe. L'idéologie communiste considérait par ailleurs comme intolérable et pure création de l'occident colonisateur le fait de reconnaître les différences entre les peuples si bien que les russes furent chargés d'incarner « l'homo soviétique », être ayant abandonné toute différence culturelle pour se fondre dans l'empire soviétique
- Soucieux d'étouffer toute velléité nationaliste chez les russes, Staline a également absorbé les institutions administratives et politiques de la RSFSR dans celles de l'état central. Ainsi, la RSFSR sera la seule république à ne pas posséder d'institution – état, parti, instances économiques et culturelles – distinctes de celles de l'URSS alors que leur rôle dans la défense des intérêts propres à chaque entité territoriale a été majeur et a servi à conserver malgré tout un certain sentiment national chez les autres peuples .
- Enfin, la RSFSR est elle même une « matryoshka » administrative composée de multiples républiques et régions autonomes titulaires d'une nationalité propre reconnue par Staline lors de leur création (Tatarstan, Iakoutie, Bouriatie...). La république titulaire de la nationalité russe s'est donc trouvée affaiblie par le découpage de son territoire en entités autonomes attribuées aux nationalités non russes qui représentent aujourd'hui 25 millions de personnes (cf. annexe 2).

Héritière de la RSFSR, la fédération de Russie a aujourd'hui bien du mal à définir son identité et les limites de son territoire. Le peuple russe quand à lui découvre que pendant la période soviétique, il fut finalement plus malmené et malchanceux que les peuples des autres républiques alors même que ces derniers lui reprochent sa volonté de domination.

Qu'est-ce qu'être russe quand on constate que la Russie n'a jamais existée en tant qu'état nation et que son territoire est parsemé d'îlots d'ethnies différentes qui rendent impossible un découpage simple de la fédération en parties culturellement homogènes ? Quelles sont les limites géographiques d'un pays dont 25 millions de ses concitoyens vivent dans des pays limitrophes ou forment des minorités importantes dans les républiques autonomes de la fédération ?

La résolution de ses deux questions fondamentales est primordiale pour l'avenir de la Russie, de sa politique extérieure et par là même pour l'avenir de ses relations avec l'Europe. Comment en effet définir une politique à long terme quand on a du mal à définir ses intérêts vitaux, son essence même en tant qu'état-nation ?

Pour l'Europe, la difficulté qu'éprouvent les russes à résoudre cette question peut être porteuse de danger pour la stabilité du continent. Deux écueils principaux existent en effet à la définition des limites géographiques d'une unité identitaire russe :

- Celui du « peuple majoritaire » qui voudrait que soit russe toute partie de la fédération où les russes sont majoritaires ce qui pourrait entraîner des conflits internes voire externes notamment avec les états baltes ou l'Ukraine,
- Celui de définir la nation russe comme héritière de l'histoire impériale. En résumé, tout ce qui a été créé ou dominé par les russes doit leur revenir. Cette approche ne manquerait pas de provoquer de graves tensions aux frontières de la fédération.

Tant que la Russie n'aura pas déterminé ce qui fait son identité et quelles sont ses limites territoriales, le risque existera d'un retour à une attitude colonisatrice vis à vis des anciens satellites d'Europe de l'est et il sera très difficile d'établir un partenariat durable avec elle.

Le sursaut national face à la crise, le sentiment d'appartenir à un peuple particulier.

La crise économique actuelle et la perte d'influence au niveau mondial de leur pays a engendré chez les russes un profond sentiment d'insécurité quant à leur avenir. Ce dernier n'a cependant pas provoqué de véritable réaction de protestation mais plutôt des sentiments de frustrations, d'inutilité sociale et de désillusion provoquant une montée du « nationalisme affectif »¹⁹. Ainsi se développe une sacralisation des valeurs qui, selon la population, sont le fondement même de l'âme russe : une culture particulière et unique, une histoire héroïque surévaluant le rôle de protecteur de l'occident face aux invasions en provenance de l'Asie et l'originalité de l'église orthodoxe. L'opinion publique se détourne peu à peu du mode de vie occidental pour marquer sa spécificité²⁰ et sa défiance vis à

¹⁹ « vécu au niveau de l'individu, ce nationalisme pourrait se définir à la fois comme un sentiment d'appartenance au groupe-nation et comme un comportement privilégiant ce groupe par rapport à d'autres groupes sociologiques » (les dimensions du nationalisme, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1966, p11), cf. article de ROUSSELET Kathy, La société russe et les conséquences de l'insécurité, La revue internationale et stratégique, p 101 – 111, PUF, été 2000, Paris

²⁰ En 1998, 24,4 % des 16-24 ans considéraient que les valeurs de la démocratie occidentale ne convenaient pas aux russes et cette proportion augmente avec l'âge pour atteindre 62,9% chez les 55-66 ans.

vis de nations dont 60% du peuple russe estime qu'elles pillent les richesses nationales.

Aujourd'hui, la société russe aspire dans sa grande majorité à un retour de l'ordre public et à plus de protection de la part d'un état considéré comme devant rester fort.

Si ce renouveau des « valeurs fondamentales » de la Russie ne s'est pour le moment pas cristallisé contre l'occident, la dialectique utilisée dans la nouvelle version du concept de défense comme le sentiment actuel de l'opinion publique, nous montrent la fragilité de l'équilibre actuel et les dirigeants russes pourraient instrumentaliser la désillusion du peuple vis à vis de l'aide occidentale pour détourner la ire populaire de leurs propres responsabilités. Même si elle répondait également à d'autres objectifs, la guerre de Tchétchénie est l'exemple d'une volonté politique visant à redorer l'image de l'armée et à montrer à la population la fermeté de l'état dans la défense des intérêts de la nation. Une forte montée du sentiment nationaliste sur fond de crise économique pourrait à terme provoquer une résurgence de l'impérialisme russe dirigée en premier lieu contre les pays de l'étranger proche mais aussi contre les intérêts occidentaux.

conclusion partielle

La réponse à la question de savoir si la Russie constitue toujours une menace impériale pour les pays alentours voire pour l'Europe doit donc faire apparaître une échelle de temps.

A court terme, dans les 15 à 20 ans, la Russie ne présente pas de menace de ce type. Nous l'avons vu, elle a perdu la majorité des ses attributs de grande puissance et ne vaut d'être encore considérée sur la scène internationale que grâce à la possession de l'arme nucléaire et à son extraordinaire pouvoir de nuisance sur le continent européen si elle venait à sombrer dans le chaos. Elle est incapable de mener une action militaire d'envergure et ne possède pas la puissance économique ou diplomatique pouvant lui permettre d'influer sur le devenir de ses voisins.

A long terme toutefois, la prudence s'impose. Malgré des avancées démocratiques indéniables, il subsiste encore des dérives autocratiques de toute nature et à tous les niveaux (pouvoir exorbitant du président, pouvoir des oligarques, pouvoir des républiques, pouvoir des mafia) qui retardent l'application d'un réel état de droit et d'une économie de marché efficace. La frustration de la population, son sentiment d'abandon de la part des pays occidentaux, sa misère pourraient alors aisément être canalisés contre l'Europe ou les pays de l'ex-URSS qui ont mieux réussi leur transition. Il semble que l'élection de Vladimir Poutine, ainsi que le nouveau concept de défense, aille dans ce sens. Enfin l'Europe doit suivre également de près la façon dont la Russie va résoudre son problème identitaire à la fois avec les républiques intérieures et les pays limitrophes à fortes minorités russes.

Face à cette constatation, comment concevoir dès lors les relations entre une Russie évolutive et une Europe en pleine construction ?

Troisième partie

quelles relations avec l'Europe ?

Dès l'apparition de la Russie sur la scène internationale, de nombreux intervenants lui fournissent de l'aide pour l'accompagner dans sa transition vers l'économie de marché et vers la démocratie. L'Union Européenne figurait parmi les premières institutions à avoir soutenue la Russie avec son programme TACIS (Technical Assistance to the Commonwealth of Independent States). Malgré cela, la Russie s'est enfoncée dans la récession. Il devient dès lors nécessaire de se poser la question de l'utilité d'aider la fédération, de la qualité de nos relations et de la possibilité de les améliorer.

la nécessité d'aider la Russie

Lors du sommet européen de Cologne les 3 et 4 juin 1999, les pays de l'UE ont souligné dans leur stratégie commune vis à vis de la Russie tout l'intérêt d'apporter une aide à ce pays ²¹.

« Les objectifs stratégiques de l'Union européenne sont clairs :

- établir une démocratie stable, ouverte et pluraliste en Russie, régie par l'Etat de droit et servant de base à une économie de marché prospère qui bénéficie également à toute la population de la Russie et à celle de l'Union européenne ;
- maintenir la stabilité européenne, en favorisant la sécurité mondiale et en répondant aux défis communs du continent par une coopération renforcée avec la Russie. »

Tout en précisant que « l'avenir de la Russie repose principalement entre les mains de la Russie elle même », l'Europe souhaite une Russie « stable, démocratique et prospère » et se félicite de son retour dans le concert des pays européens. Elle s'engage par ailleurs à agir à tous les niveaux pour garantir le succès des transformations politiques et économiques en cours.

Outre l'obligation de maintenir de la sécurité sur le continent, la nécessité d'aider la Russie peut reposer également sur les constatations suivantes :

- il est absolument indispensable de conserver l'ancrage européen de la Russie et de ne pas l'isoler en la repoussant vers l'est ce qu'elle a toujours refusé au cours de l'histoire au prix de nombreuses guerres. Par ailleurs, même si les thèses slavophiles restent peu crédibles, elles trouvent un certain écho dans la population et le retrait de l'aide européenne pourrait à nouveau provoquer le repliement de la Russie sur elle-même voire son basculement vers l'Asie.
- l'Europe doit également aider à la consolidation de la démocratie dans ce pays faute de quoi les nostalgiques de l'époque soviétique ou les nationalistes extrémistes pourraient devenir plus nombreux et provoquer un retour à une idéologie passée. Souvenons nous que le Nazisme a puisé sa force initiale dans la misère des années 30 en Allemagne. Notons également que la démocratie ne naît pas de la génération spontanée et que la Russie ne possède aucune expérience historique dans ce domaine. Ne pas lui apporter notre aide équivaldrait à condamner la démocratie pour de longues années encore voire définitivement.
- du point de vue géopolitique, l'Europe n'a pas intérêt à ce qu'une extrême faiblesse de la Russie puisse profiter à d'autres pays que leur dynamisme démographique pousserait à s'emparer de territoires délaissés. Ce pourrait être notamment le cas de la Chine qui regarde déjà vers les vastes plaines de Sibérie. Une Russie « tampon » entre l'Europe et l'Asie permettra de conserver la menace chinoise à distance.
- la Russie est un formidable réservoir de matières premières qui manquent en Europe mais elle a besoin de la technologie occidentale pour pouvoir les exploiter efficacement. De même, pour le moment, le niveau d'éducation reste très élevé et la Russie peut offrir à l'occident de nombreux chercheurs et scientifiques qui ne trouvent pas de débouchés dans leur propre pays. Des échanges commerciaux et industriels seraient donc profitables pour les deux pays,
- humainement, il est impossible de ne pas se préoccuper de la misère actuelle du peuple russe tout en évitant que ce dernier ne vive comme une humiliation l'aide occidentale en produits de première nécessité notamment,
- enfin, la Russie doit faire face à de nombreux désastres écologiques qui ne connaissent pas de frontières et menacent la terre entière. Le problème de la sécurité des centrales nucléaires se pose ainsi de façon particulièrement pressante et seul l'occident peut apporter les connaissances et les moyens nécessaires à une réhabilitation de ces installations.

²¹ Annexe II aux conclusions de la présidence, « Stratégie commune de l'Union Européenne à l'égard de la Russie du 04 juin 1999 ».

Ainsi, qu'il s'agisse d'économie, d'industrie, de protection de l'environnement ou de stabilité sur le continent, il existe une convergence d'intérêts entre l'Union Européenne et la Russie propice, au minimum, à une coopération étroite. L'Europe doit aider la Russie dans sa marche vers le progrès et sa énième entreprise de « rattrapage » de l'occident . Ne pas saisir cette occasion unique serait la condamner à un nouveau retour en arrière, après les périodes mongole et de l'URSS, qui pourrait lui être fatal. Cette aide ne peut cependant pas être naïve ou désintéressée sous peine à terme d'obtenir l'effet inverse de celui recherché c'est à dire la constitution d'une superpuissance potentiellement hostile à l'est du continent. Au contraire, elle doit être subordonnée à des avancées concrètes vers la démocratie notamment vers un état de droit.

l'utopie de l'intégration

Même si la Russie a fait d'énormes progrès dans le domaine des libertés, de la démocratie et de l'économie de marché, la situation réelle de ce pays reste comme nous l'avons vu très éloignée des critères de Copenhague ²² si bien que toute intégration dans Union Européenne est, pour de nombreuses années encore, tout à fait illusoire.

En dehors de l'application stricte des critères de Copenhague, d'autres raisons militent pour la plus grande prudence sur le sujet.

D'un point de vue géopolitique tout d'abord, il est peu probable que l'UE et la Russie aient intérêt à l'intégration. Il paraît évident que le poids géographique et démographique ²³ de la Russie obligerait l'UE à repenser complètement ses institutions, ses modes de fonctionnement et vraisemblablement la mettrait en péril. Il semble ainsi impensable qu'un si grand pays, doté d'une forte tradition impériale, accepte de se soumettre aux lois de l'UE sans avoir obtenu auparavant une place prépondérante dans les organes de décisions. La Russie occupe d'autre part une situation

²² Ces critères fixent les conditions générales à remplir par les pays candidats à l'intégration dans l'UE et ont été fixés à Copenhague en juin 1993. Ils nécessitent :

- « la stabilité des institutions garantes de la démocratie, l'état de droit, le respect et la protection des minorités »,
- « l'existence d'une économie de marché viable et la capacité de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'UE »,
- « la capacité d'assumer les obligations de l'adhésion, notamment de souscrire aux objectifs de l'union politique ainsi que de l'union économique et monétaire ».

Source : Problèmes économiques N° 2 671 du 28 juin 2000

²³ Les chiffres parlent d'eux mêmes :

- UE : 3337 milliers de Km², 368 millions d'ha, 15 nationalités
- Russie : 17075 milliers de Km², 150 millions d'ha, plus de 100 nationalités
- le centre de gravité de l'ensemble UE-Russie se situera aux environs du méridien 100 E (celui de la Chine).

privilegiée entre l'Asie et l'Europe ce qui lui confère une capacité géopolitique majeure au niveau mondial. Intégrer l'UE, choisir l'Europe contre l'Asie, reviendrait à renier son caractère eurasiatique et à se priver d'une position stratégique dont elle peut tirer individuellement le plus grand profit.

D'autre part, si le caractère européen de la partie occidentale de la fédération ne fait pas de doute, il n'en est pas de même pour sa partie orientale où les peuples peuvent se sentir plus proches de l'Asie ou du Moyen-Orient. L'euroanéité de la Russie dans sa définition géographique actuelle reste donc à démontrer. Enfin, à l'heure de l'élargissement de l'UE vers les pays d'Europe de l'est, le retour du « grand frère russe » dans une instance dont ils souhaitent avant tout qu'elle les mette à l'abri, avec l'OTAN, d'un éventuel retour de son impérialisme ne serait sans doute pas bien perçu.

En second lieu, l'Union Européenne doit actuellement faire face à des défis redoutables et lourds de conséquence pour son avenir. La mise en place de la monnaie unique, le renforcement des institutions et leur nécessaire évolution à peine ébauchée au sommet de Nice, l'élargissement à l'est, l'affirmation d'une politique étrangère et de sécurité commune avec son corollaire concernant la défense sont autant de chantiers difficiles et susceptibles de cristalliser les énergies comme les divergences entre états membres. Face à cet échéancier, l'intégration de la Russie n'est non seulement pas une préoccupation mais reste hors de propos ne serait-ce que par le coût financier qu'elle occasionnerait.

le système d'aide au profit de la Russie

Face à la nécessité d'aider la Russie à se développer pacifiquement, à l'impossibilité de l'intégrer à brève échéance mais aussi pour éviter de décevoir l'aspiration d'une partie de son peuple à appartenir à l'espace européen, l'UE a adopté une stratégie de partenariat vis à vis de la fédération. Il faut noter que la notion de partenariat constitue un nouveau type d'accord externe pour la communauté et a été créée pour la circonstance. Tel qu'il est exprimé par l'UE, le partenariat se fonde sur trois principes : adhésion à des valeurs communes, large éventail d'intérêts communs prioritaires, confiance et compréhension mutuelle.

le partenariat européen actuel : contenu et bilan.

La naissance de la Russie sur la scène internationale en 1991 a permis d'améliorer le processus de rapprochement avec l'UE et le 24 juin 1994 est signé à Corfou l'Accord de Partenariat et de Coopération (APC) entre les deux parties. Il définit le cadre actuel de leurs relations mais n'est en vigueur que le 20 décembre 1997 en raison des réticences européennes face à l'attitude de Moscou dans la guerre en Tchétchénie.

le contenu de l'accord de partenariat

L'accord de partenariat entre l'UE et la Russie couvre un large champ de possibilité de coopération sur le plan politique, économique, commercial et culturel. Il ne concerne toutefois pas les domaines de la sécurité et de la défense. Les principaux points marquants qui définissent cet accord sont les suivants :

- l'APC est bien plus qu'un simple accord économique et il met en place une coopération globale, dans tous les domaines de la société, devant permettre d'accompagner la Russie vers l'économie de marché dans le souci constant de la défense des valeurs démocratiques et du maintien de la paix sur le continent.
- les principes généraux de l'accord fixent certains critères considérés comme condition du partenariat : « le renforcement des libertés économiques et politique », « le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme » ou encore « l'engagement des parties à promouvoir la paix et la sécurité internationales ». Conformément à ces principes, une violation des droits de l'homme peut entraîner une suspension immédiate de l'accord et fait partie d'une clause de conditionnalité.
- au chapitre commercial, l'APC accorde à la Russie, et ceci avant même son intégration dans l'OMC, le traitement de la nation la plus favorisée pendant une période transitoire de cinq ans. Par ailleurs et contrairement à l'UE, la Russie a le droit d'imposer des restrictions aux échanges avec l'UE pendant 5 ans si ceux-ci concernent des secteurs en voie de restructuration, confrontés à des difficultés sociales graves ou émergents dans le pays.
- Le texte ne prévoit pas de future adhésion de la Russie à l'union européenne mais a pour finalité d'établir, sans préciser de délai, une zone de libre-échange entre les deux parties.
- L'APC souligne l'intérêt de promouvoir tout type de coopération entre les deux entités avec une mention spéciale pour la coopération culturelle dans le but d'améliorer la connaissance mutuelle entre les peuples, gage de meilleure compréhension entre les générations futures.
- Pour mettre en œuvre cet accord, un conseil de coopération composé des ministres des affaires étrangères a été créé et doit se réunir au moins une fois par an. Il est assisté d'un comité de coopération.

le bilan après trois années d'application

Le bilan économique et politique de l'application de l'APC après seulement trois années d'application est extrêmement difficile à établir car toute évaluation doit se fonder sur une analyse

poussée de chaque secteur économique concerné ce qui, compte tenu de l'évolutivité de la situation en Russie, ne peut actuellement donner de résultats fiables.

Néanmoins, le bilan général du partenariat reste positif grâce en particulier à l'établissement d'un moyen structuré, comportant des mécanismes de régulation des échanges, pour libéraliser l'accès de la Russie vers un marché européen concurrentiel et à fort potentiel de 300 millions de consommateurs ainsi que de l'UE vers un marché de 150 millions de consommateurs non saturé et avide de biens, de services et de capitaux.

Economiquement, il faut toutefois noter que l'APC entérine des relations commerciales privilégiées depuis déjà de nombreuses années et qu'il ne constitue pas dans ce domaine une révolution. Ainsi, à la signature de l'accord en 1994, l'UE était déjà le plus important partenaire économique et commercial de la Russie. Plus de 35% des échanges commerciaux de la Russie avec l'étranger étaient à cette époque réalisés avec l'UE dont l'élargissement à la Suède, la Finlande et l'Autriche a permis d'augmenter ce pourcentage à 40%. En retour, la Russie est le partenaire de l'ex-URSS le plus important de l'UE : près de 85% du volume des transactions commerciales effectuées avec la CEI et 70% des engagements d'aide financière, technique et humanitaire. Enfin, le marché de l'UE est le seul capable d'absorber, en toute solvabilité, les marchandises d'exportation stratégiques de la Russie (gaz naturel, matières nucléaires, produits chimiques, pétrole...)

La structure des échanges est classique : les pays de l'union européenne exportent vers la Russie des produits manufacturés (machines et matériels de transports et produits alimentaires) et lui importent essentiellement de l'énergie (pétrole, gaz).

Mais au delà de l'aspect économique, l'APC permet d'établir un dialogue formel plus direct entre les parties qui devrait permettre de mieux adapter l'aide de l'UE en fonction des besoins réels de la Russie. Il devrait être ainsi possible d'éviter les erreurs de stratégie commises lors de l'effondrement de l'URSS par les institutions internationales qui n'ont pas suffisamment tenu compte de la spécificité du monde russe dans leur précipitation à favoriser l'éclosion de l'économie de marché. Selon une déclaration des quinze ministres des affaires étrangères réunis à Slazbourg les 5 et 6 septembre 1998, il ne s'agirait plus pour la Russie d'adhérer à un capitalisme à l'anglo-saxonne mais plutôt d'adopter un « modèle européen, avec ses filets de sécurité sociaux ». L'APC est une étape importante vers cet objectif.

les obstacles aux échanges

L'efficacité politique de l'APC pourrait cependant pâtir des nombreux obstacles qui entravent l'accès des produits russes au marché international et qui sont essentiellement dus à des mesures légitimes imposées par la réglementation mondiale. Il s'agit notamment de taxes anti-dumping, du problème des taxes douanières imposées par la Russie, de manquement aux exigences concernant la certification, le marquage ou l'emballage des produits, du non respect de normes sanitaires ou écologiques. L'adhésion de la Russie à l'OMC, que soutient l'Europe, devrait permettre de normaliser les échanges économiques entre les différents partenaires et par voie de conséquence d'augmenter l'efficacité de l'APC. La fédération devra toutefois faire les efforts nécessaires à la mise aux normes occidentales de ses produits.

Le programme TACIS

Le principal outil d'aide de l'Union européenne en direction de la Russie reste le programme TACIS conçu le 15 juillet 1991 initialement pour accompagner les réformes économiques en URSS. Le cadre général de TACIS concernait au moment de sa création l'octroi de subvention non remboursables essentiellement sous forme d'assistance technique et d'aide à l'investissement. Avec la mise en place de l'accord de partenariat, l'aide fournie par le programme TACIS évolue pour prendre en compte également le soutien aux valeurs démocratiques et à l'instauration d'un état de droit. Il devient à ce titre l'outil privilégié de la mise en place de l'APC et son budget pour la période 1996-1999 a été de 2,2 milliards d'écu à destination de la Russie .

Les principaux domaines concernés par le programme TACIS sont :

- l'assistance technique qui est resté de 1991 à 1997 la première forme d'aide de l'UE et qui concerne de nombreux secteurs (développement de PME pour les rendre aptes à affronter le commerce international, aide à la mise en place d'une politique sociale, valorisation du potentiel humain par la formation, protection de l'environnement notamment dans le domaine du nucléaire...).
- l'aide et l'incitation à l'affirmation des valeurs démocratiques (surveillance des élections russes, présence d'observateurs, séminaires sur les droits de l'homme, promotion d'une presse libre..).
- l'aide à l'instauration d'un état de droit (renforcement et soutien du système juridique, acquisition d'un savoir-faire et de méthodes parlementaires...)

L'aide internationale

Peu après la chute du mur de Berlin en 1989, les pays issus de l'ex-URSS ont souhaités devenir membres du Fond Monétaire International (FMI), de la banque mondiale et d'autres organisations internationale. L'aide de ces organismes est essentiellement composée de crédits et de prêts. Ainsi, la banque mondiale injecte-t-elle environ 1,5 milliards de \$ par année dans les différents secteurs de l'économie russe. La Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) investit dans la privatisation, le renforcement des institutions financières, le développement des PME, l'énergie et l'environnement. Le FMI fournit une aide à la Russie sous forme de prêt (11,2 milliards de \$ en 1998) et de conseils pour rallier au mieux l'économie de marché.

Les aides : un bilan contrasté,

Face au marasme économique dans lequel semble s'enfoncer l'économie russe, le bilan des aides apportées à ce pays depuis une dizaine d'années est très mitigé.

Ainsi, une thèse largement répandue en Russie veut que l'attitude des pays occidentaux et des institutions internationales sensés aider le pays ait visé consciemment à son affaiblissement et à l'appropriation de ses richesses. Si ce point de vue est bien entendu exagéré, il semble bien que la mise en place et le suivi des aides ait connu quelques dysfonctionnements majeurs induits par un évident refus de voir les réalités russes en face.

Citons notamment les errements suivants :

- Toutes les aides mises en place pour la Russie l'ont été en estimant que les principes de l'économie de marché utilisés dans les pays développés étaient transposables dans un pays où les « règles du jeu » économique sont profondément différentes et héritées d'un lourd passé de collectivisme. Le FMI notamment, qui s'est vu de facto attribuer le leadership dans la direction de l'aide vers la Russie, ne possédait pas d'expérience particulière des économies en transition et a utilisé des méthodes qu'il appliquait d'ordinaire à des structures économiques et sociales plus avancées. La sacralisation de la privatisation de l'industrie ou de la lutte contre l'inflation et le déficit budgétaire a ainsi provoqué la démonétisation et la criminalisation de l'économie, la fuite des capitaux et l'effondrement des ressources fiscales.
- Le soucis d'éviter tout retour des communistes au pouvoir a engendré de la part des Etat-Unis un soutien inconditionnel aux libéraux représentés par Mr Eltsine et ses proches malgré leurs malversations financières manifestes, leur corruption et leur appropriation d'une grande partie des richesses nationales lors des vagues successives de privatisation. Ce soutien a bien entendu alimenté

la thèse de l'immoralité de l'aide de l'occident et a contribué à discréditer durablement les authentiques réformateurs russes.

- Le programme TACIS en particulier a souvent été critiqué pour son inefficacité en raison des procédures bureaucratiques particulièrement lourdes utilisées par la commission européenne mais aussi du fait que l'argent est allé en priorité aux consultants occidentaux plutôt qu'aux entreprises russes en difficulté.

Si le principe même des aides économiques et financières vers la Russie n'est pas à remettre en cause, il semble néanmoins que ses modes et moyens d'application doivent être revus pour plus d'efficacité.

l'heure des désillusions

Malheureusement, au delà de l'aide mise en place par les européens et des échanges de bonnes intentions, l'heure est à la désillusion de part et d'autre.

Du côté de la fédération, la perte de confiance dans les occidentaux date de la crise de l'été 1998 pendant laquelle la Russie, qui s'était ouverte aux capitaux extérieurs notamment aux flux financiers internationaux de portefeuilles sur les conseils du FMI, a dû déclarer un défaut de paiement sur ses obligations financières. Cette action annihilait d'un seul coup le peu de crédit qu'il lui restait ainsi que la quasi totalité d'une bourgeoisie encore embryonnaire. La rancœur provient des hésitations du FMI à fournir l'aide nécessaire dans un premier temps puis dans un deuxième temps de la faiblesse de cette aide par rapport à celle octroyé à la Corée ou au Brésil²⁴. Mais la Russie a également peu apprécié l'absence de position ou d'initiative des pays européens qui auraient pu saisir collectivement la chance qui leur était offerte de concrétiser leur souhait de voir ce pays sortir du marasme. Le sentiment de défiance à l'égard de l'occident a pris encore de l'ampleur avec la crise du Kosovo. Comment s'étonner dès lors que 60 % de la population pense que les richesses de leur pays sont menacées par les occidentaux et que 47% d'entre eux considère qu'il existe une menace militaire pesant sur leur territoire (contre 33% en 1998)²⁵.

Du côté occidental, la désillusion est tout aussi grande face à l'impossibilité du pouvoir central à maîtriser la corruption ou la mafia, à s'orienter plus efficacement vers l'économie de marché en effectuant des réformes structurelles indispensables et à promouvoir un état de droit. L'élection de

²⁴ La Russie a reçu 4,5 milliards de dollar d'aide alors que la Corée recevait 57 milliards et le Brésil 41,5 milliards.

²⁵ ROUSSELET Kathy, La société russe et les conséquences de l'insécurité, La revue internationale et stratégique, p 101 – 111, PUF, été 2000, Paris,

Mr Poutine fait par ailleurs craindre un retour aux anciennes habitudes autocratiques et centralisatrices ainsi qu'aux sentiments anti-occidentaux.

vers un partenariat plus adapté

Comme le précise Christophe Cordonnier : « En dix ans de transition, Russes et occidentaux sont donc passés d'un espoir de rapprochement fécond à l'expression désabusée de leurs ressentiments respectifs » ²⁶.

Pourtant, la stabilité sur le continent ne peut être pensée sans la Russie et cette dernière ne peut-elle espérer se développer sans le concours de l'Union Européenne seule puissance économique du continent. Il est donc urgent d'analyser ce qui n'a pas fonctionné au cours de ces dix années de collaboration et d'en tirer les conséquences pour améliorer notre aide et nos relations.

A l'évidence, du côté occidental deux notions n'ont pas ou mal été prises en compte : la reconnaissance d'une particularité russe et la possibilité pour l'Europe de se démarquer de la politique américaine.

Pour bien mesurer les contraintes qui pèsent sur la Russie, il faut au préalable prendre en compte son histoire, les dimensions de son territoire et les caractéristiques de sa population ou de ses structures politico-administratives ainsi que nous avons essayé de le faire au premier chapitre. Ne juger les progrès effectués qu'à partir de la dissolution de l'URSS relève de l'ineptie et il n'existe pas dans l'histoire de pays ayant rattrapé un retard aussi important que celui de la Russie vis à vis de l'occident en aussi peu de temps. Comme le précise Alexander Rahr ²⁷, « l'Europe fait toujours la même erreur cruciale de confronter la Russie à un ultimatum : soit la Russie devient un état démocratique selon les canons occidentaux, soit elle aura moins de subventions ». Or le peuple russe, habitué à la présence rassurante de l'état soviétique et déconcerté par le chaos actuel, aspire à plus d'interventionnisme de la part de l'état pour lui assurer le minimum vital. C'est d'ailleurs sur cette forte demande que Vladimir Poutine, qui se proclame comme « seul homme capable de restaurer l'autorité de l'état contre les forces poussant à son démantèlement », a bâti son succès électoral. Face à la paupérisation croissante de la société, la démocratisation des institutions n'est plus une priorité pour l'immense majorité de la population. De même, la notion d'état de droit ne peut pas être prise dans la même acception en occident et en Russie où elle a quasiment été absente de l'histoire.

²⁶ CORDONNIER Christophe, La Russie et l'Europe : de la frustration à l'espoir, Revue Française de Géographie, N°13, p 99- 119, Printemps 2000

Prendre en compte la spécificité russe revient aussi à faire preuve de considération à son égard et d'éviter, sauf nécessité, de l'humilier à la face du monde. Même si elle n'est plus que l'ombre d'une superpuissance, la Russie a été un empire de tout premier plan au niveau géopolitique ce qui continue de marquer les modes de pensée de ses élites. L'Europe a manqué le premier tournant du rapprochement avec la Russie lorsque les libéraux sont arrivés au pouvoir en 1991. En étant trop permissive avec un Boris Eltsine corrompu et en imposant des réformes trop libérales pour un pays détruit par 70 ans de communisme, elle a largement contribué à entraîner la Russie dans le chaos et surtout elle a décrédibilisé durablement ses plus fidèles alliés dans la place ce qui fait dire à Jacques Sapir qu' «il est illusoire de tabler sur un retour durable des réformes libérales »²⁸.

L'Europe doit également pouvoir définir une politique différente de celle des Etats-Unis dans cette région. En effet, même si la politique suivie par nos alliés américains consiste sans nul doute à garantir la stabilité et la prospérité sur le continent européen, elle n'est pas exempte de sous-entendus visant à garantir l'hégémonie américaine. Souhaitant officiellement « le renforcement du pluralisme géopolitique dans l'espace post-soviétique »²⁹ à travers le développement économique et démocratique des états nouvellement indépendant entourant la Russie, les Etats-Unis cherchent à s'implanter dans le Caucase, les pays baltes et l'Ukraine ce qui a eu pour effet immédiat d'irriter les russes et de durcir leurs positions. Pour ces derniers en effet, la politique de Washington s'apparente à l'ancienne stratégie de « containment » utilisée pendant la guerre froide et a pour principal but d'affaiblir irrémédiablement leur pays. Même si Zbigniew Brzezinski explique dans son livre « Le grand échiquier » que l'enrichissement et l'autonomie des états de l'étranger proche ne peuvent que profiter à la Russie à terme, ni l'état en quête de légitimité ni la société déboussolée par la perte de sa grandeur passée ne sont capables de penser à un futur si lointain. Le risque est alors d'entraîner une radicalisation de plus en plus forte des positions de la Russie qui pourrait être tentée de renouer avec les « bras de fer » d'antan. Par ailleurs, il n'est pas à exclure, comme le suggère Christophe Cordonnier, que les Etats-Unis profitent de la crainte qu'une décomposition chaotique de la Russie ferait peser sur le continent pour conserver le leadership sur une Europe effrayée par l'agonie de son puissant voisin.

²⁷ Alexander Rahr du German Society for Foreign Affairs, Article « What awaits Russia and the EU in the 21st Century ? », 6 janvier 2000

²⁸ SAPIR Jaques, Qui est Vladimir Poutine ?, Revue Française de Géoéconomie, N°13, p 35- 45, Printemps 2000

²⁹ BRZEZINSKI Zbigniew, Le grand échiquier, p 259, Hachette (collection Pluriel), 2000

Pour tirer avantage de cette crispation des relations USA-Russie sans jamais renier sa vocation euro-atlantique, l'Europe doit offrir une alternative politique prenant en compte la susceptibilité russe et son souci de respectabilité. A ce titre, l'UE a une carte majeure à jouer avec la création de la PESC. En effet, ainsi que le précise Margot Light ³⁰, l'opinion des russes vis à vis de l'UE est globalement positive et même son élargissement à l'est n'est pas perçu comme menaçant les intérêts russes mais bien à terme comme une possibilité d'enrichissement. Le développement d'une capacité militaire par l'UE, même s'il a bien été compris que le lien de celle-ci avec l'OTAN restait très fort, ne présente pas le même caractère de menace que l'alliance aux yeux des russes qui y voient le moyen de contrebalancer l'influence américaine. Ce crédit d'opinion positive dont bénéficie l'UE doit être utilisé pour définir une position originale apte à attirer vers nous la Russie.

Du côté russe, la principale incompréhension vient du fait que les élites politiques refusent d'admettre que leur pays n'est plus que l'ombre de l'URSS. Ils persistent, dans des réflexes hérités de l'ancien régime, à vouloir conserver par tous les moyens une influence sur les pays de l'ex-URSS et la mainmise sur des régions dont ils n'ont plus les moyens d'assurer l'ancrage à la fédération. Parallèlement, ils désignent l'occident comme principal acteur de l'effondrement du pays et du pillage de ses richesses sans mentionner bien sûr leurs propres turpitudes ou responsabilités. La Russie refuse de se voir telle qu'elle est et court après la chimère d'une possible restauration de sa puissance passée. Tant que la Russie n'aura pas honnêtement pris conscience de sa place réelle dans le monde, toutes les réformes s'appuieront sur des hypothèses inexactes et n'auront donc pas l'effet maximal recherché. L'Europe doit faire comprendre que la surévaluation par la Russie de sa puissance n'est pas tenable à long terme et se montrer ferme sur la position qu'elle entend lui accorder sur la scène internationale.

Dés lors, les relations restent difficiles car comment traiter avec un pays quand on ne possède pas le même référentiel de valeur ?

L'accord actuel offre déjà de nombreuses possibilités de coopérations et d'aides dont les principes ne sont pas à remettre en cause si ce n'est en ce qui concerne la faiblesse des montants mis en jeu. Le partenariat semble donc toujours le meilleur cadre possible des relations UE - Russie dans la mesure où il offre la possibilité de mettre en place à terme une vaste zone de libre échange entre les

³⁰ Article commun avec John Löwenhart et Stephen White, « Russia and the dual expansion of Europe », mai 2000

deux entités. Pour le rendre réellement efficace, l'Union Européenne doit essentiellement mettre l'accent sur la définition d'une politique de relations extérieures et de coopération originale envers la Russie qui prenne en particulier en compte sa spécificité. Elle doit par contre faire preuve de la plus grande fermeté envers les rodomontades des dirigeants russes destinées à discréditer l'occident et le respect des conditions qui légitiment son aide.

A l'intérieur de l'APC, la priorité de l'aide européenne doit porter sur la poursuite de la démocratisation du pays avec un effort particulier sur l'établissement d'un état de droit sans lequel il est illusoire d'espérer attirer les industriels ou les capitaux étrangers nécessaires au redémarrage économique. Parallèlement, la lutte contre les mafias, le clientélisme et la corruption doit permettre l'éradication rapide de telles méthodes. L'aide économique doit également pouvoir être mieux ciblée et à ce titre un signal fort vers la Russie pourrait être l'annulation de tout ou partie de sa dette « Club de Paris ». Tant que les pratiques de détournements de fonds n'auront pas disparu, il est par ailleurs impératif que l'Union Européenne améliore le suivi du budget mis en place dans le cadre des aides avant d'augmenter si possible les sommes mises en jeu

C'est en maintenant l'équilibre entre compréhension des problèmes russes, aides octroyées et détermination dans la condamnation de pratiques antidémocratiques intolérables que l'Union Européenne conduira en toute sécurité la Russie vers le modernisme. Par contre, si elle manque de fermeté, comme ce fut le cas lors du dernier sommet européen où Vladimir Poutine n'a pas été vraiment inquiété sur les manquements aux droits de l'homme en Tchétchénie, l'Europe peut à terme permettre à la Russie de retrouver sa puissance d'antan sans pour autant avoir réduit ses ambitions impériales.

Conclusion

Winston Churchill écrivait en 1947 : " la sécurité du monde exige une unité en Europe dont nulle nation ne devrait être exclue ".

Face à la résurgence des nationalismes, des structures renforcées de coopération et de partenariat, favorables au développement économique, constituent le meilleur antidote à des déstabilisations telles que celle survenue dans l'ex-Yougoslavie. Des crises de cette nature représentent une menace diffuse pour toute l'Europe.

C'est ainsi que pendant les années 1990 – 1995, l'UE a été le plus grand pourvoyeur d'aide aux pays issus du bloc de l'est. Parmi eux, c'est la Russie qui a reçu la plus grande partie de ces subventions avec 16,4% de l'aide au développement et 43,4% de l'aide technique. La Russie n'a donc jamais été abandonnée à son triste sort mais aujourd'hui, face à l'échec des réformes, l'UE doit rendre plus efficace son soutien.

Mais l'Europe peut-elle ou veut-elle vraiment aller plus loin que le système d'aide mis actuellement en place?

L'UE a-t-elle vraiment les moyens d'augmenter son aide économique à l'heure où le coût de l'élargissement de l'Union Européenne à certains PECO est d'ores et déjà considéré comme prohibitif, où l'arrivée de nouveaux membres va également entraîner tôt ou tard une réforme en profondeur des institutions européennes et au moment où la politique agricole commune traverse une grave crise ?

Parallèlement, a-t-elle vraiment avantage à remettre en cause les fondements de l'aide à apporter à la Russie quand les principaux pays n'ont pas les mêmes intérêts vis à vis de la Russie et ont un avis divergent sur les solutions à apporter ce qui rend par là même improbable une politique européenne commune cohérente ³¹ ? Alors que la PESC se met difficilement en place, toute tentative de résolution du problème russe ne risque-t-elle pas d'entraîner des difficultés internes la mettant en danger ?

³¹ Paris et Bonn prônent un accroissement de l'état dans la vie économique russe tandis que la Grande-Bretagne se rapproche des théories américaines (cf article de SAPIR Jaques, Autisme occidental envers la Russie, Le Monde diplomatique, décembre 1999,).

L'ampleur de la tâche à réaliser est à la mesure de l'enjeu s'offrant à l'union européenne qui a l'occasion pour la première fois depuis des siècles de tendre la main à la Russie pour qu'elle puisse enfin réaliser son souhait le plus cher : rattraper l'occident sur le terrain de la modernité et conjurer le sort de l'éternel retour en arrière. Jusqu'à présent cet entreprise de rattrapage avait toujours échoué du fait des russes eux mêmes, faisons en sorte que cela ne devienne jamais le fait des européens car alors la Russie ne nous le pardonnerai jamais.

Annexe 1

Etat sanitaire et écologique du territoire de la fédération de Russie

Source : le monde diplomatique

Annexe 2

Les différentes nationalités de la fédération de Russie

Source : Le Monde Diplomatique



CARÉLIE
 Superficie : 172 400 km²
 Population : 788 000, dont :
 Caréliens : 11 %, Finnois : 3 %, Russes : 71 %, Biélorusses : 11 %, Ukrainiens : 3 %
 Principales religions : orthodoxe

MORDOVIE
 Superficie : 26 200 km²
 Population : 989 000, dont :
 Mordves : 95 %, Russes : 59 %, Tatars : 5 %
 Principale religion : orthodoxe

KALMOUKIE
 Superficie : 76 100 km²
 Population : 320 000, dont :
 Kalmoûks : 40 %, Russes : 40 %
 Principales religions : orthodoxe et bouddhiste

TCHOUVACHIE
 Superficie : 18 300 km²
 Population : 1 361 000, dont :
 Tchouvachas : 70 %, Russes : 20 %, Mordves : 2 %, Tatars : 5 %
 Principale religion : orthodoxe

MARI
 Superficie : 23 200 km²
 Population : 768 000, dont :
 Mariés : 45 %, Russes : 45 %, Tchouvachas : 1 %, Tatars : 7 %
 Principale religion : orthodoxe

OUDMOURTIE
 Superficie : 42 100 km²
 Population : 1 641 000, dont :
 Oudmourtes : 33 %, Russes : 59 %, Tatars : 7 %
 Principale religion : orthodoxe

KOMIS
 Superficie : 415 900 km²
 Population : 1 202 000, dont :
 Komis : 25 %, Russes : 60 %, Ukrainiens et Biélorusses : 11 %
 Principale religion : orthodoxe

IAKOUTIE-SAKHA
 Superficie : 3 103 200 km²
 Population : 1 026 000, dont :
 Iakoutes : 98 %, Russes : 51 %
 Principale religion : orthodoxe

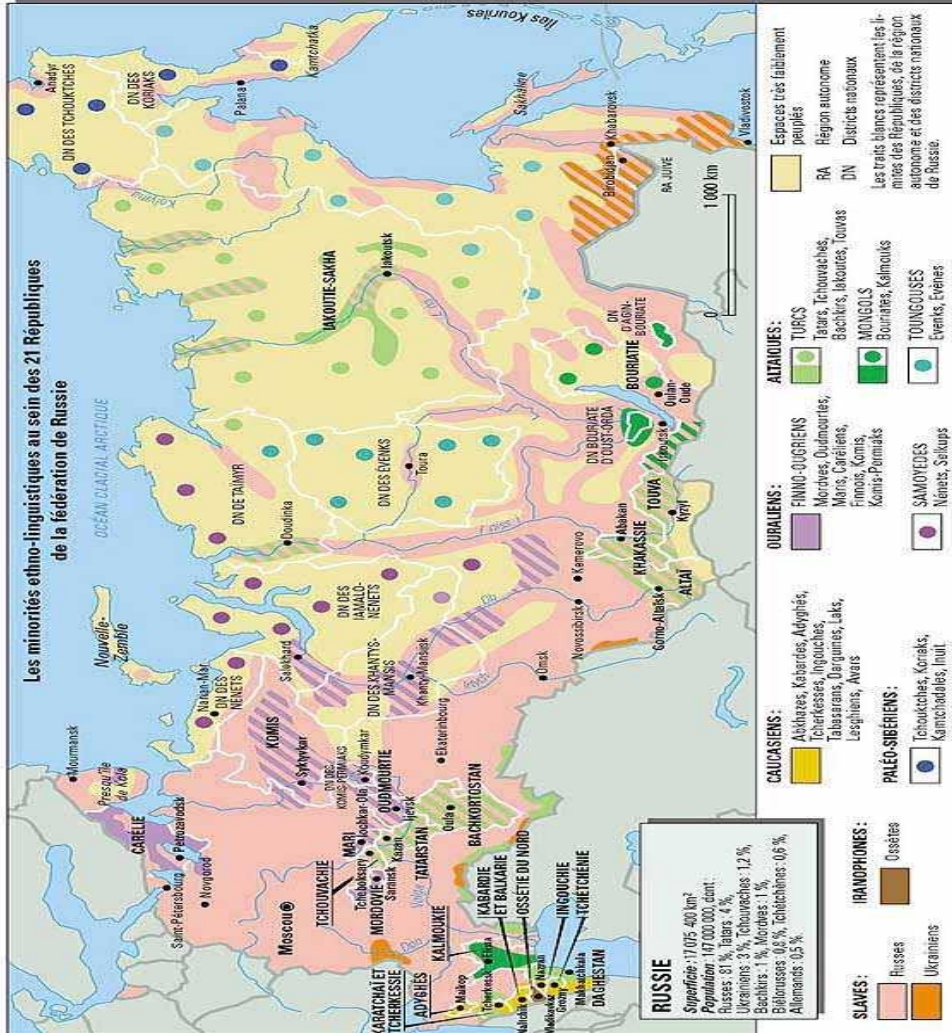
KABARDIE ET BALKARIE
 Superficie : 12 500 km²
 Population : 780 000, dont :
 Kabardes : 46 %, Balkars : 9 %, Russes : 35 %, Ukrainiens : ?
 Principales religions : musulmane sunnite et orthodoxe

OSSETIE DU NORD
 Superficie : 8 000 km²
 Population : 653 000, dont :
 Ossètes : 66 %, Russes : 22 %, Géorgiens : 5 %
 Principale religion : orthodoxe

TCHÉTCHÉNIE ET INGOUCHE (1)
 Superficie : 119 300 km²
 Population : 1 184 000, dont :
 Tchétchènes : 53 %, Ingouches : 14 %, Russes : 30 %
 Principale religion : musulmane sunnite

ADYGHÉS
 Superficie : 7 600 km²
 Population : 451 000, dont :
 Adyghéens : 22 %, Russes : 67,9 %, Ukrainiens : 3,1 %, Arméniens : 2,4 %
 Principales religions : musulmane sunnite et orthodoxe

KARATCHAÏ-TCHERKÈSS
 Superficie : 14 100 km²
 Population : 458 000, dont :
 Karatchaïs : 31,2 %, Tchérkèsses : 57 %, Russes : 42,3 %, Abazes : 6,6 %, Karabuls : 5,5 %
 Principales religions : musulmane sunnite et orthodoxe



BOURIATIE
 Superficie : 351 300 km²
 Population : 1 053 000, dont :
 Bouriates : 23 %, Russes : 72 %
 Principales religions : bouddhiste lamaïste et orthodoxe

TOUVA
 Superficie : 170 500 km²
 Population : 308 000, dont :
 Touvas : 93 %, Russes : 36 %
 Principale religion : bouddhiste lamaïste

BACHKORTOSTAN
 Superficie : 143 600 km²
 Population : 4 060 000, dont :
 Bachkirs : 25 %, Russes : 40 %, Tatars : 26 %, Tchouvachas : 3 %
 Principales religions : musulmane sunnite et orthodoxe

TATARSTAN
 Superficie : 168 000 km²
 Population : 3 755 000, dont :
 Tatars : 48 %, Russes : 44 %, Tchouvachas, Mordves et Oudmourtes : 6 %
 Principales religions : musulmane sunnite et orthodoxe

DAGHESTAN
 Superficie : 80 300 km²
 Population : 2 067 000, dont :
 Avars : 26 %, Dagestaniens : 15 %, Lezghiens : 11 %, Koumyks : 11 %, Russes : 11 %, Laks : 5 %, Tchouvachas : 4 %, Abazes : 4 %
 Principale religion : musulmane sunnite

KHAKASSIE
 Superficie : 61 900 km²
 Population : 384 000, dont :
 Khakassas : 11 %, Russes : 79,4 %
 Principale religion : orthodoxe

ALTAÏ
 Superficie : 92 600 km²
 Population : 280 000, dont :
 Altaiens : 30,9 %, Russes : 60,3 %, Karabuls : 5,5 %
 Principales religions : orthodoxe et bouddhiste

Estimation au 1^{er} janvier 1995 pour la population ; recensement 1989, Moscou, pour la répartition par nationalités.
 (1) Les Tchétchènes et les Ingouches se sont séparés en décembre 1991 pour former deux Républiques distinctes.

BIBLIOGRAPHIE

Documents primaires :

ANNEXE II aux conclusions de la présidence du Conseil Européen de Cologne (3 et 4 juin 1990) définissant la stratégie commune de l'Union Européenne à l'égard de la Russie.

Ouvrages :

BRZEZINSKI Zbigniew, Le grand échiquier, Hachette (collection Pluriel), 2000
CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, La Russie inachevée, La Flèche, Fayard, 2000
RADVANYI Jean, La nouvelle Russie, Masson/ Armand Colin, 1996
ROMER Jean-Christophe, Géopolitique de la Russie, Economica, 1999

Ouvrages collectifs :

MENDRAS Marie, Un état pour la Russie, complexe (espace international), 1992
RAUX Jean et KOROVKINE Vladimir, Le partenariat entre l'union européenne et la fédération de Russie, Apogée, 1998
VIGNON Jérôme, Futurs de la Russie : acteurs et facteurs déterminants, Les cahiers de la cellule de prospective de la commission européenne, Apogée, 1998,
Synthèse économique de l'OCDE, Etude économique de la fédération de Russie, 2000, mars 2000,

Articles de périodiques :

ADLER Alexandre, La crise russe : situation politique et stratégique, Revue de la défense nationale, juillet 1999,
BAYOU Céline, Les relations économiques Union Européenne – Russie : de la nécessaire définition d'un projet, Le courrier des pays de l'est, N°434, p 16 – 35, novembre 1998,
CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, De l'URSS à la Russie, Revue de la défense nationale, juillet 1999,
CHESNAIS Jean-Claude, Russie : l'horreur démographique, Revue Française de Gééconomie , p 211 – 224, Printemps 2000,
CORDONNIER Christophe, La Russie et l'Europe : de la frustration à l'espoir, Revue Française de Gééconomie, N°13, p 99- 119, Printemps 2000,
MANDEVILLE Laure, Situation politique : bilan et perspectives, Revue de la défense nationale, août/septembre 1999,
PARIS Henri, Les forces armées de la Russie, Revue de la défense nationale, juillet 1999,
De TINGUY Anne, La Russie entre puissance et impuissance, La revue internationale et stratégique, p 207 – 219, PUF, été 2000, Paris
FACON Isabelle, Les conséquences de la crise de l'armée sur les relations civil-militaire, Revue de la défense nationale, août/septembre 1999,
FACON Isabelle, Armée russe : réformes, contraintes, ambitions, La revue internationale et stratégique, p 140 – 150, PUF, été 2000, Paris

